



بنك الـفـاب
WAFABANK

NOTE D'INFORMATION

AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMERAIRE AVEC RENONCIATION DES ACTIONNAIRES A LEUR DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

**EMISSION DE 119 500 ACTIONS AU PRIX DE 1 100 DH RESERVEE
AU GROUPE CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ**

Date de souscription : 29/11/99

**Organisme conseil coordinateur global de l'opération et responsable de la
préparation de la note d'information :
WAFA BOURSE**

VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

Conformément aux dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 4 Rabia II (21 septembre 1993) relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, l'original de la présente Note d'Information a été soumis à l'appréciation du CDVM qui l'a visé sous la référence n° 58/99 le 24/11/1999.

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT	4
RESTRICTION	4
ABREVIATIONS	5
I - RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES	6
Le président directeur général	6
Les commissaires aux comptes	6
Les auditeurs	7
Le conseil juridique	8
L'organisme conseil	8
II - PRESENTATION DE L'OPERATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL	9
Cadre de l'opération	9
Objectif de l'opération	9
Caractéristiques des titres offerts dans le cadre de l'opération	9
A/ Caractéristiques des titres offerts	9
B/ Détermination du prix des titres offerts	9
C/ Modification de la répartition du capital social avant et après l'opération	10
D/ Régime fiscal des valeurs mobilières	10
E/ Caractéristiques principales de l'opération	12
F/ Procédure juridique	12
G/ Dispositions particulières des statuts	12
III - PRESENTATION DE WAFABANK	15
Renseignements à caractère général	15
Evolution du capital social de WAFABANK	18
Organisation et contrôle de WAFABANK	19
Ressources humaines	22
Moyens techniques et informatiques	22
Evolution récente et perspectives d'avenir	23
A/ Secteur bancaire	23
B/ Stratégie de WAFABANK et perspectives d'avenir	27
C/ Politique de distribution de dividendes	28
D/ Notation de WAFABANK par différentes agences internationales de rating	29
E/ L'action WAFABANK en bourse	29
Situation financière	30
A/ L'évolution de l'actif de la Banque depuis 1994	30
B/ L'évolution du passif de la Banque depuis 1994	34
C/ La gestion actif/passif de la Banque	38
D/ L'évolution de la profitabilité et de la rentabilité de la Banque depuis 1994	40
E/ Situation provisoire au 30/06/99	43
F/ Perspectives d'avenir de WAFABANK	44

Comptes consolidés	45
Bilan	46
Compte de résultat	46
IV – Commentaires de la direction générale de WAFABANK	52
V - Facteurs de risques	53
Risques afférents à la société et à son secteur	53
Faits exceptionnels et litiges	53
VI – Annexes	54
Comptes sociaux de WAFABANK	54
Résumé des principales pratiques comptables	54
Bilan	55
Hors bilan	56
Comptes d'exploitation générale	57
Comptes de pertes et profits	59
Tableau des titres de participation et emplois assimilés 1998	60
Tableau des provisions d'exploitation 1998	61
Tableau des créances en souffrances	61
Tableau des immobilisations incorporelles et corporelles	62
Tableau des plus ou moins values 1998	63
Comptes consolidés du Groupe WAFABANK	64
Bilans consolidés aux 31 décembre 1997 et 1998	64
Comptes de résultat consolidés aux 31 décembre 1997 et 1998	65
Engagements hors bilan aux 31 décembre 1997 et 1998	65
Notes relatives aux états financiers consolidés de l'exercice 1998	66
Comptes sociaux provisoires de Wafabank au 30/06/98 et au 30/06/99	77
Bilan	77
Hors bilan	78
Comptes de produits et charges	79
Compte de pertes et profits	81

AVERTISSEMENT

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à WAFABANK.

Les dividendes distribués par le passé ne représentent pas une garantie de revenus futurs. Ceux-là sont fonction des résultats et de la politique de distribution de dividendes de WAFABANK.

RESTRICTION

Les actions offertes dans le cadre de cette augmentation de capital sont strictement réservées au Groupe Crédit Agricole Indosuez (CAI).

ABREVIATIONS

ALM : Assets Liabilities Management
BAM : Bank Al Maghrib
BBV : Banco Bilbao Vizcaya
BPA : Bénéfice par action
CDVM : Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
DAV : dépôts à vue
DAT : dépôts à terme
DH : Dirham
GAB : Guichet automatique de banque
GPBM : Groupement Professionnel des Banques du Maroc
IS : Impôt sur les sociétés
OFS : Organisme Financier Spécialisé
KDH : En milliers de dirhams
MDH : En millions de dirhams
PER : Price Earning Ratio
PNB : Produit net bancaire
MRE : Marocain Résident à l'Etranger
ROE : Return on Equity ou rentabilité des capitaux propres
CAI : Crédit Agricole Indosuez

I - RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES

Le président directeur général

Je soussigné, Monsieur Abdelhak BENNANI Président Directeur Général de WAFABANK Société Anonyme au capital de 624 392 700 de dirhams, ayant son siège social au 163, Avenue Hassan II-Casablanca, certifie qu'à ma connaissance, les données de la présente Note d'Information sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de WAFABANK ainsi que sur les droits rattachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Abdelhak BENNANI
Président Directeur Général
WAFABANK

Les commissaires aux comptes

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans la présente Note d'Information en effectuant les diligences généralement admises et compte tenu des dispositions réglementaires en vigueur.

Les comptes sociaux clos le 31/12/96, le 31/12/97 et le 31/12/98 ont fait l'objet de vérifications par nos soins.

La sincérité des informations financières et comptables présentées n'appelle de notre part aucune observation.

AUDICO
K.KADIRI

FIDAROC
F.MEKOUAR

Les auditeurs

Comptes sociaux

Nous avons procédé à l'audit des comptes annuels des exercices 1996, 1997 et 1998, à l'issue de chacun des exercices considérés.

Notre audit a été effectué selon les normes internationales en vigueur.

Nous attestons que nos rapports d'audit afférents aux exercices 1997 et 1998 révèlent qu'à notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière de WAFABANK aux 31 décembre 1997 et 1998 et de ses résultats pour les exercices clos à ces dates, conformément à des principes comptables généralement admis.

Il en est de même pour l'exercice 1996, excepté la situation décrite dans notre rapport d'audit des comptes de cet exercice comme suit :

« Dans le cadre de l'assainissement des opérations en suspens relatives au régime de l'Admission Temporaire (AT), l'Administration des Douanes avait fixé aux opérateurs économiques, le délai du 31 décembre 1996 pour régulariser leur situation. Ce délai ayant expiré et certains bénéficiaires de ce régime n'ayant pas procédé à cette régularisation, la Douane a accordé aux banques, cautions, un délai allant jusqu'au 31 mars 1997, pour s'acquitter de leur obligation. WAFABANK a mis en place une procédure de relance de sa clientèle et de réclamation des mains levées. A ce jour, toutes les mains levées demandées n'ont pas encore été obtenues. A ce stade, nous ne sommes donc pas en mesure d'estimer le montant que WAFABANK serait amenée à régler du fait de la défaillance, le cas échéant, de certains clients. »

Il est à noter que cette situation a été apurée en 1997 et 1998.

PRICE WATERHOUSE
A.BIDAH

Comptes consolidés

Nous avons procédé à l'audit des bilans consolidés de WAFABANK et ses filiales (Groupe Wafabank) arrêtés aux 31 décembre 1997 et 1998, des comptes des produits et charges consolidés et de l'état des informations complémentaires (ETIC) pour les exercices clos à ces dates.

A l'exception de la situation décrite au paragraphe ci-dessous, nos missions ont été effectuées selon les normes internationales d'audit.

Les comptes consolidés du Groupe Wafabank ayant été établis pour la première fois au titre de l'exercice 1997, nous n'avons pas audité le bilan consolidé d'ouverture. En conséquence et étant donné l'interdépendance entre la situation d'ouverture et le résultat de l'exercice, nous n'exprimons pas d'opinion sur le compte de produits et charges consolidé de l'exercice 1997.

Nous attestons par la présente que nos rapports d'audit du 24 avril 1998 et du 23 avril 1999 révèlent qu'à notre avis, les états financiers consolidés du Groupe Wafabank aux 31 décembre 1997 et 1998 donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation aux 31 décembre 1997 et 1998 ainsi que du résultat des opérations pour l'exercice clos au 31 décembre 1998, conformément aux principes décrits dans l'état des informations complémentaires.

PRICE WATERHOUSE
A.BIDAH

Le conseil juridique

L'augmentation de capital, objet de la présente Note d'Information, a été décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui se s'est réunie le 04/10/99, délibérant en conformité avec les dispositions statutaires et légales

J.HUMBLE
SOCIETE FIDUCIAIRE DU MAROC

L'organisme conseil

La présente Note d'Information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient. Les informations proviennent de WAFABANK et du GPBM pour les données sectorielles.

Mohamed BENNANI
Président Délégué
Wafa Bourse

Mohammed BENMOUSSA
Directeur Général
Wafa Bourse

II - PRESENTATION DE L'OPERATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Cadre de l'opération

Il s'agit d'une augmentation de capital en numéraire avec renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription au profit du groupe Crédit Agricole Indosuez.

Objectif de l'opération

L'objectif de la présente opération d'augmentation de capital se justifie par la volonté du groupe Crédit Agricole de s'impliquer d'avantage dans le développement du Groupe WAFABANK à travers :

- Le transfert de son savoir-faire dans les différents domaines d'activité financière ;
- La promotion des échanges, des investissements et des partenariats entre le Maroc et la France par l'exploitation des relations et des réseaux des deux parties;
- La participation aux besoins de financement générés par l'expansion de WAFABANK.

Caractéristiques des titres offerts dans le cadre de l'opération

A/ Caractéristiques des titres offerts

Les nouvelles actions WAFABANK offertes seront entièrement assimilées aux anciennes actions WAFABANK.

- Forme des actions : nominative
- Valeur nominale : 100 DH
- Droits : les nouvelles actions WAFABANK portent jouissance au 01/07/99, bénéficient des mêmes droits que les actions déjà existantes et sont entièrement libérées et libres de tout engagement. Pour bénéficier d'un droit de vote double, l'action doit être détenue pendant au moins cinq années consécutives.

B/ Détermination du prix des titres offerts

La détermination du prix des titres WAFABANK à émettre dans le cadre de la présente augmentation de capital, soit 119 500 actions à 1100 DH chacune, a été convenue d'un commun accord entre les deux parties. Ce prix reflète la valeur économique d'équilibre telle que déterminée par le conseil d'administration de WAFABANK et de CAI.

	Cours moyen	Cours le plus haut	Cours le plus bas	Volume marché officiel (en MDH)	Volume marché de bloc (en MDH)
1 ^{er} trimestre 1999	1145	1244	965	646.2	384.5
2 ^{ème} trimestre 1999	995	1080	900	1 103.9	164.2
3 ^{ème} trimestre 1999	1064	1144	1028	617.3	44.4

C/ Modification de la répartition du capital social avant et après l'opération

	Avant augmentation de capital			Après augmentation de capital		
	Nombre de titres	% de détention	% de droits de vote	Nombre de titres	% de détention	% de droits de vote
Wafa Assurance	1 425 990	22,84%	23,87%	1 425 990	22,41%	23,57%
Wafa Corp.	1 003 724	16,08%	20,80%	1 003 724	15,77%	20,54%
Sogefi	288 896	4,63%	5,92%	288 896	4,54%	5,84%
Crédit Agricole Indosuez	576 919	9,24%	6,13%	696 419	10,94%	7,30%
BBV	361 458	5,79%	3,84%	361 458	5,68%	3,79%
Dirigeants	34 300	0,55%	0,36%	34 300	0,54%	0,36%
Autres actionnaires (Particuliers, personnes morales et Institutionnels marocains et étrangers)	2 552 640	40,88%	39,09%	2 552 640	40,11%	38,50%
Total	6 243 927	100,00%	100,00%	6 363 427	100,00%	100,00%

D/ Régime fiscal des valeurs mobilières

Le régime fiscal s'appliquant aux actions, objet de la présente opération, est celui de droit commun actuellement en vigueur au Maroc.

• Actionnaires personnes physiques résidentes au Maroc

Imposition des dividendes

Les dividendes des actions offertes dans la présente opération sont soumis à une retenue à la source de 10% libératoire de l'IGR, au titre de la taxe sur les produits des actions, parts sociales et revenus assimilés régie par la loi n°18-88 promulguée par le dahir n°1-89-145 du 22 Rabia I 1410 (23 octobre 1989).

Imposition des plus-values

Les plus-values de cessions des actions cotées à la Bourse des Valeurs sont soumises à la Taxe sur les Profits de Cession des Valeurs Mobilières et autres titres de capital et de créance, au taux de 10%, instituée par l'article 14 de la loi de finances transitoire pour le 1^{er} semestre 1996 tel que modifié par l'article 16 de la loi de finances pour l'année budgétaire 1999/2000. Toutefois, sont exonérées de ladite taxe, les profits sur cessions de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 20.000 DH.

• Actionnaires personnes morales marocaines passibles de l'impôt sur les sociétés

Imposition des dividendes

Les dividendes et autres produits de participation et assimilés distribués à des contribuables relevant de l'impôt sur les sociétés sont soumis à une retenue à la source de 10% libératoire de l'IS, au titre de la Taxe sur les Produits des Actions, parts sociales et revenus assimilés. Cependant, les produits précités ne sont pas soumis à ladite taxe si la société bénéficiaire fournit à la société de distribution, une attestation de propriété des titres comportant le numéro d'article de son imposition à l'IS.

Les produits précités provenant de la distribution de bénéfices par les sociétés relevant de l'IS, sont inclus dans la base imposable à l'IS et à la cotisation minimale de la société bénéficiaire après un abattement de 100% conformément à l'article 9 du dahir 1-86-239 du 31/12/86 portant loi n° 24-86 instituant l'impôt sur les sociétés.

Imposition des plus-values

Conformément à l'article 12 de la loi de finance n° 8-96, promulguée par le dahir n° 1-96-77 du 29/06/96 complétant l'article 8 de la loi de finance transitoire n° 45-95, modifiant et complétant l'article 19 du dahir n° 1-86-239 portant promulgation de la loi n° 24-86 instituant un impôt sur les sociétés, les plus-values de cession des titres de participation bénéficient :

- d'un abattement de 0% si la durée de détention des titres est inférieure ou égale à 2 ans ;
- d'un abattement de 25% si cette durée est supérieure à 2 ans et inférieure ou égale à 4 ans ;
- d'un abattement de 50% si cette durée est supérieure à 4 ans et inférieure ou égale à 8 ans,
- d'un abattement de 70% si cette durée est supérieure à 8 ans ;
- de l'exonération totale d'impôt si la société s'engage par écrit à :
 - réinvestir le produit global des cessions effectuées au cours d'un même exercice, dans le délai maximum de trois années suivant la date de clôture dudit exercice, en biens d'équipement ou en immeubles réservés à la propre exploitation professionnelle de la société. Toutefois, lorsqu'il s'agit de terrains non bâtis acquis dans le cadre du réinvestissement précité, l'exonération prévue ci-dessus est subordonnée à l'affectation desdits terrains à la propre exploitation professionnelle de la société ou à l'édification de constructions destinées au même usage.
 - Et conserver lesdits biens et immeubles dans son actif pendant un délai de cinq ans qui court à compter de la date de leur acquisition.

Toutefois, par dérogation instituée par l'article 12 de la loi de finance n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996/1997, sont soumis, sur option, à l'impôt sur les sociétés au taux réduit libératoire de 15%, les profits réalisés, en cours d'exploitation, par la société et résultant de cessions d'actions, parts ou titres de participation faisant partie des immobilisations financières de ladite société.

Pour bénéficier des dispositions qui précèdent, la société doit, dans le mois qui suit celui de la cession :

- produire une demande d'option pour l'application du taux réduit libératoire visé au paragraphe ci-dessus. Toutefois, cette option s'applique à l'ensemble des opérations de cessions d'actions, de parts ou de titres de participation réalisées par la société au cours de l'exercice comptable concerné ;
 - verser le montant de l'impôt exigible au percepteur du lieu du siège social ou du principal établissement de la société sur bordereau – avis établi par l'administration fiscale. La société doit également produire, suivant le modèle établi par l'administration, la déclaration de l'ensemble des profits résultant des cessions précitées et ce, dans le mois suivant la date de clôture de l'exercice concerné.
- **Actionnaires personnes physiques et morales non résidentes au Maroc**

Imposition des dividendes

Les dividendes d'actions sont soumis à une retenue à la source de 10%, au titre de la taxe sur les produits des actions, parts sociales et revenus assimilés.

Imposition des plus-values

La taxe sur les plus-values de cessions de titres de sociétés cotées ne s'applique pas.

E/ Caractéristiques principales de l'opération

- Organisme chargé du service financier, désigné par la banque en qualité de centralisateur chargé de la représenter auprès du dépositaire central, et d'exécuter pour son compte toute opération sur titres inhérentes aux actions émises : WAFABANK
- Date de l'inscription en compte des titres au nom du souscripteur : 29/12/99.

Modalités et conditions de souscription :

- Emission de 119 500 actions d'un nominal de 100 DH chacune au prix d'émission de 1100 DH (prime d'émission : 1000 DH).
- Suppression du droit préférentiel de souscription au profit de CAI.
- Date de souscription : 29/11/99.
- Date de jouissance: 1^{er} juillet 1999.

F/ Procédure juridique

- L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 04/10/99, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, a décidé de porter le capital social de WAFABANK de 624 392 700 DH à 636 342 700 DH par souscription en numéraire de 119 500 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 100 DH chacune, au prix de 1100 DH l'action dont une prime d'émission de 1000 DH, soit un montant global de 131 450 000 DH. Cette augmentation de capital est strictement réservée au Groupe Crédit Agricole Indosuez, avec renonciation des autres actionnaires à leur droit préférentiel de souscription.

Cette opération sera domiciliée à WAFABANK et les fonds provenant de la souscription y seront consignés, jusqu'à la ratification de l'augmentation du capital par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

- Une Assemblée Générale Extraordinaire de ratification de l'augmentation de capital devrait intervenir le 23 décembre 1999.

G/ Dispositions particulières des statuts

- **Connaissance de l'actionnariat**

L'article 9 des Statuts de WAFABANK dispose que « les titres d'actions sont obligatoirement nominatifs.

Tous les titres ou certificats d'actions sont extraits de registres à souches, numérotés, frappés du timbre de la société et revêtus de la signature de deux Administrateurs ou d'un Administrateur et d'un Délégué spécial du Conseil d'Administration.

L'une des signatures peut être soit imprimée, soit apposée à l'aide d'une griffe. »

L'article 10 des Statuts stipule en outre que « la cession des actions ne peut s'opérer que par une déclaration de transfert signée du cédant ou de ses mandataires et inscrite sur un registre de la société. La société peut exiger que la signature et la capacité du cédant soient certifiées par l'autorité compétente. La déclaration de transfert des actions non entièrement libérées devra comporter outre la signature du cédant, celle du concessionnaire qui s'engagera à répondre aux appels de fonds ultérieurs. »

- **Franchissement de seuil**

Loi bancaire 1993

L'article 48 du Dahir portant Loi N°1-93-147 du 15 Moharram 1414 (6 juillet 1993), relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et à leur contrôle, établit l'obligation pour toute personne détenant, directement ou indirectement, une participation égale ou supérieure à 5% du capital social d'un établissement de crédit, de déclarer à Bank Al Maghrib et à l'établissement concerné la part du capital qu'elle détient.

Loi n° 34-96 du 1^{er} janvier 1997 relative à la réforme de la Bourse de Casablanca

De même, le Dahir portant Loi n° 1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs tel que modifié par la Loi n° 34-96 de janvier 1997 définit la notion de franchissement de seuil et les obligations y afférentes dans ses articles 68 ter, 68 quater, 75 bis et 75 ter :

Article 68 Ter : « Toute personne physique ou morale, qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des Valeurs, informe cette société ainsi que le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et la société gestionnaire dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de franchissement de l'un de ces seuils de participation, du nombre total des actions de la société qu'elle possède, ainsi que du nombre de titres donnant à terme accès au capital et des droits de vote qui y sont rattachés... ».

Article 68 Quater : « Toute personne physique ou morale, qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont inscrites à la cote de la Bourse des Valeurs, et qui vient de céder tout ou partie de ces actions ou de ces droits de vote, doit en informer cette société ainsi que le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et la société gestionnaire dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 68ter ci dessus, s'il franchit à la baisse l'un de ces seuils de participation. Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières porte cette information à la connaissance du public selon des modalités précisées dans le règlement général visé à l'article 7 bis ci-dessus. »

Article 75 bis : « Est passible d'une amende de 5.000 dirhams, toute personne physique ou morale qui ne déclare pas dans les délais prescrits un franchissement à la hausse de l'un des seuils de participation dans une société cotée en Bourse ou qui ne déclare pas au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières ses intentions, conformément aux dispositions de l'article 68 ter ci dessus.

En outre, cette personne perd le droit de vote sur les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'infraction. En cas de cession consécutive à la constatation de l'infraction, le cessionnaire est rétabli dans ses droits de vote. »

Article 75 ter : « Est passible d'une amende de 5.000 dirhams à 100.000 dirhams, toute personne physique ou morale qui ne déclare pas dans les délais prescrits un franchissement à la baisse d'un seuil de participation dans une société cotée en bourse conformément aux dispositions de l'article 68 quater ci-dessus ».

Les modalités d'application dispositions précitées sont fixées par la circulaire du CDVM n°8/97 du 12 décembre 1997.

Dispositions statutaires

Article 15 : « Indépendamment de la déclaration légale objet de l'article 48 de la Loi sur les établissements de crédit du 6 juillet 1993, toute personne agissant seule, ou groupe de personnes agissant de concert au sens de l'article 16 des Statuts de WAFABANK, qui de façon directe ou indirecte, acquiert 5% du capital social, doit en faire la déclaration à la société.

Cette déclaration est également obligatoire à chaque franchissement d'un seuil représentant un multiple de 5(5%, 10%, 15%, etc.).

Cette déclaration doit être faite par courrier recommandé adressé au siège social de la société mentionnant le nombre des actions acquises et la date de cette acquisition. Elle doit être faite obligatoirement dans les quinze jours qui suivent l'acquisition. Toute personne, ou groupe de personnes individuellement prises, qui ne procède pas à cette déclaration dans les délais impartis, se verra privée du droit au vote aux Assemblées Générales de la société pour la quotité des actions non déclarées jusqu'à la régularisation.

Par ailleurs, toute acquisition d'actions dans les quinze jours précédents la convocation à une Assemblée Ordinaire ou Extraordinaire, permettant à l'acquéreur de franchir les seuils statutaires définis ci dessus, ne peut ouvrir droit au vote à ces assemblées pour les actions acquises.

Article 16 : « Sont considérées comme agissant de concert, les personnes qui ont conclu un accord, écrit ou verbal, en vue d'acquérir ou de céder des droits de vote ou en vue d'exercer des droits de vote pour mettre en œuvre une politique commune vis-à-vis de la société, ou pour contourner la procédure instituée pour le franchissement des seuils.

Un tel accord est présumé exister :

- Entre une société, le président de son conseil d'administration ou administrateur délégué et ses directeurs généraux ou gérants ;
- Entre une société mère et sa filiale, entre sociétés appartenant au même groupe et entre sociétés ayant les mêmes actionnaires majoritaires.

Constitue un groupe au sens des présents Statuts :

- Les personnes morales et les personnes physiques ou morales qui en détiennent le contrôle ;
- Les personnes morales qui sont contrôlées par les mêmes personnes physiques ou morales.

• **Actions à droit de vote plural**

Chaque action WAFABANK donne droit à une part égale dans la propriété de l'actif social et le partage des bénéfices.

Toutefois, aux termes de l'article 17 des Statuts : « Il est reconnu un droit de vote double à toutes les actions nominatives entièrement libérées, inscrites comme telles au nom d'un même titulaire depuis cinq ans au moins.

Le droit au vote plural est également accordé dès leur émission aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Le transfert des actions, à droit de vote double, par suite de successions ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de cinq ans.

Le droit acquis n'est pas non plus interrompu en cas de cession entre une société mère et sa filiale, entre sociétés ayant les mêmes actionnaires majoritaires et entre sociétés appartenant aux mêmes groupes tels qu'ils sont définis ci-dessus.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires ne peut supprimer le droit de vote double qu'avec l'autorisation d'une Assemblée Spéciale des titulaires de ce droit. »

III - PRESENTATION DE WAFABANK

Renseignements à caractère général

1- Dénomination : WAFABANK

Siège Social : 163, AVENUE HASSAN II. CASABLANCA 01

2- Date de constitution : 14 décembre 1964

3- Objet social : (article 3 des statuts)

La société a pour objet de faire, en tous pays toutes opérations de banque, de finance, de crédit, de commissions et, d'une façon générale, sous les seules restrictions résultant des dispositions légales en vigueur, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à celles-ci, notamment les opérations suivantes dont la liste n'a pas un caractère limitatif :

- Recevoir du public des fonds en compte ou autrement, à ordre, chèques, warrants, effets, bons de valeurs émis par le Trésor Public ou par les collectivités publiques ou semi-publiques et en général, toutes sortes d'engagements résultant d'opérations industrielles, agricoles, commerciales ou financières ou d'opérations faites par toutes administrations publiques, négocier ou réescompter les valeurs, fournir et accepter tous mandats, lettres de change, billets à ordre, chèques ;
- Consentir sous des formes quelconques des crédits avec ou sans garanties, faire des avances sur rentes marocaines et étrangères, sur valeurs émises par l'Etat, les collectivités publiques ou semi-publiques et sur les valeurs émises par des sociétés industrielles, agricoles, commerciales ou financières, marocaines ou étrangères ;
- Consentir des crédits-bails mobiliers et immobiliers avec ou sans garanties.
- Recevoir en dépôt tout titre, valeurs et objets, accepter ou effectuer tous paiements et recouvrement de lettres de change, billets à ordre, chèques, warrants, coupons d'intérêts ou de dividendes, servir d'intermédiaire pour l'achat ou la vente de toute espèce de fonds publics, d'actions, d'obligations ou de parts bénéficiaires.
- Accepter ou conférer à l'occasion de prêts ou d'emprunts toutes affectations hypothécaires et toutes garanties ; souscrire tous engagements de garanties, cautions ou avals, opérer toutes acquisitions, ventes mobilières ou immobilières et toutes prises à bail ou locations d'immeubles ;
- Procéder ou participer à l'émission, au placement, à l'introduction sur le marché, à la négociation de tous titres de collectivités publiques ou privées, soumissionner à tous emprunts de ces collectivités, acquérir ou aliéner tous titres de rentes, effets publics, actions, parts, obligations, bons ou effets de toute nature desdites collectivités, assurer la constitution de sociétés et accepter en conséquence tout mandat ou pouvoir, prendre éventuellement une part dans le capital desdites sociétés.
- Etablir en un lieu quelconque au Maroc, ou hors du Maroc, les succursales, agences, bureaux et filiales nécessaires pour effectuer les opérations indiquées ci-dessus.

4- Numéro d'inscription au registre de commerce : 29411

5- Capital social : 624 392 700 DH

6- Forme juridique et tribunaux compétents :

Société anonyme régie par le Dahir du 11 août 1922 et les textes pris pour son application. WAFABANK harmonisera ses statuts avec les nouvelles dispositions de la loi n°17-95 du 30 août 1996 avant le 1^{er} janvier 2000. La société est également régie par le dahir portant loi n°1-93-147 du 7 juillet 1993 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédits et leur contrôle.

Toutes contestations ou litiges seront soumis à la juridiction des tribunaux du lieu du siège social.

7- **Durée de vie de la société :** 99 ans.

8- **Exercice social :** correspond à l'année civile.

9- Principaux dirigeants de la WAFABANK :

NOM	FONCTION	Curriculum Vitae résumé
M. Abdelhak BENNANI	PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL	Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris. Expert Comptable
M. Abdellatif GHAZOUANI	DIRECTEUR GENERAL <i>Direction des Risques du Groupe</i>	Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce
M. Hassan EL KOUHENE	DIRECTEUR GENERAL <i>Direction du Groupe Marché des Entreprises et des Institutionnels</i>	Licence en sciences économiques
M. Mohamed Mustafa NAFKHA LAZRAQ	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT <i>Direction du Groupe Marché des Particuliers et des Professionnels</i>	Licence en sciences politiques
M. Labbès MTIOUI MECHKOURI	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT <i>Direction des Opérations du Groupe</i>	Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des entreprises, ESCP Finances DECS
M. Lahbib MSEFFER	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT <i>Direction des Ressources Humaines et Matérielles du Groupe</i>	Licence en sciences politiques
M. Mohamed BENNANI	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT <i>Direction du Groupe Marché des Capitaux</i>	DESS et DECS
M. M'Hamed ABBAD ANDALOUSSI	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT <i>Direction Financière du Groupe</i>	Licence en sciences économiques
M. Mohamed BERRADA	INSPECTEUR GENERAL ADJOINT <i>Inspection Générale du Groupe</i>	Diplômé de science politique section relations internationales

10. Dirigeants des sociétés filiales ou affiliées au Groupe WAFABANK :

Sociétés filiales (ou affiliées au Groupe WAFABANK)	Nom du principal dirigeant	Fonction
Wafa ASSURANCE	Mr Jaouad KETTANI	Directeur Général
Wafa BOURSE	Mr Mohammed BENMOUSSA	Directeur Général
Wafa GESTION	Mr Abdelhak ERRAKMI	Directeur Général
Wafa INVESTISSEMENT	Mr Mohamed BENNANI	Directeur Général
Wafa SALAF	Mr Abdelhamid MRABET	Directeur Général
Wafabail	Mr Abderrahim LABYAD	Directeur Général
Wafa IMMOBILIER	Mr Abdallah FATH	Directeur Général
Wafa MONETIQUE	Mr Mohamed NAILI	Directeur Général
Wafa TRUST	Mr Rachid SEFRIOUI	Directeur Général
Wafa FONCIERE	Mr Abdellatif DRISSI	Directeur Général
Wafa PATRIMOINE	Mr Thierry DELOISON	Directeur Commercial

11- Dates clés de l'évolution de WAFABANK

Le métier historique de WAFABANK est celui de la banque, activité développée par cette institution depuis le début de ce siècle. Mais son périmètre d'action actuel s'étend au-delà de cette activité à travers un ensemble de sociétés filiales intervenant dans des filières financières et para-bancaires.

1904	<ul style="list-style-type: none"> ● Création de la Banque à Tanger par une filiale de la Compagnie Française de Crédit et de Banque sous la dénomination Compagnie Algérienne. ● A l'aube du protectorat, la Banque représente pour le Maroc un de ses premiers outils financiers modernes.
1959	<ul style="list-style-type: none"> ● La Banque constitue, avec ses quelques 40 agences, le premier réseau bancaire du Maroc indépendant.
1964	<ul style="list-style-type: none"> ● La Banque prend le nom de Compagnie Marocaine de Crédit et Banque.
1968	<ul style="list-style-type: none"> ● Un des plus importants groupes marocains privés, dirigé par son Président Feu Moulay Ali Kettani, procède à une prise de participation dans le capital de la Banque et en prend le contrôle.
1976	<ul style="list-style-type: none"> ● Nomination de Monsieur Abdelhak BENNANI à la direction générale de la Banque, qui, dès son entrée en fonction, conduit l'institution dans une dynamique de croissance.
1980	<ul style="list-style-type: none"> ● Introduction en bourse de la Banque et cotation de l'action sur le marché officiel. Mise en œuvre d'une politique de développement importante qui a concerné le réseau de la Banque.
1985	<ul style="list-style-type: none"> ● Changement de dénomination sociale ; la Banque devient WAFABANK.
1986	<ul style="list-style-type: none"> ● Changement de siège social.
1992	<ul style="list-style-type: none"> ● Augmentation de capital de grande envergure et ouverture des souscriptions au grand public dans le cadre d'une Offre Publique de Vente. ● Cette OPV a été au moment de sa réalisation la plus importante de l'histoire de la Bourse de Casablanca et a largement contribué à la dynamisation de la Bourse enclenchée en 1993 à partir du lancement du programme de privatisation.
1994	<ul style="list-style-type: none"> ● Mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de développement basée sur une réorganisation des métiers de la Banque par marché et une segmentation de la clientèle.
1981-1994	<ul style="list-style-type: none"> ● WAFABANK se distingue sur le marché bancaire et financier marocain par sa politique d'innovation, de spécialisation et d'intégration, qui se matérialise par la création de sociétés filiales (ou affiliées) dédiées à des métiers spécifiques mais complémentaires de l'activité traditionnelle de la Banque : <ol style="list-style-type: none"> 1. Assurance : Wafa Assurance 2. Intermédiation boursière/Conseil/Gestion sous mandat/Introductions en bourse/Recherche/Trading : Wafa Bourse 3. Gestion collective de capitaux : Wafa Gestion 4. Banque d'investissement : Wafa Investissement 5. Crédit à la consommation : Wafa Salaf 6. Leasing : Wafa Bail 7. Crédit Immobilier : Wafa Immobilier 8. Monétique : Wafa Monétique 9. Ingénierie financière : Wafa Trust 10. Promotion immobilière : Wafa Foncière 11. Gestion de patrimoine : Wafa Patrimoine 12. Communication : Wafa Communication 13. Ingénierie informatique : Wafa Systemes.
1995	<ul style="list-style-type: none"> ● Création du pôle Banque d'Affaires qui regroupe : <ul style="list-style-type: none"> Wafa Bourse Wafa Investissement Wafa Gestion Wafa Trust L'ACTIVITE DE SALLE DE MARCHE, TAUX, CHANGE ET TRESORERIE L'ACTIVITE DE CUSTODY
1996	<ul style="list-style-type: none"> ● Reprise de la participation de SUEZ INDUSTRIE (10,43% du capital) dans WAFABANK par FININVEST, société holding affiliée au Groupe Crédit Agricole Indosuez.
1997	<ul style="list-style-type: none"> ● Fusion - absorption de l'Uniban par WAFABANK ● Partenariat de WAFABANK avec Banco Bilbao Vizcaya qui prend une participation de 5,85% dans le capital de la Banque.
1998	<ul style="list-style-type: none"> ● Introduction en Bourse de Wafa Assurance et ouverture de la Bourse au secteur des assurances
1999	<ul style="list-style-type: none"> ● Augmentation de capital réservée aux cadres dirigeants de la Banque et à Banco Bilbao Vizcaya qui porte sa participation dans le capital de Wafabank à 5.79% suite à une cession de 2.92% en 1998.

Evolution du capital social de WAFABANK

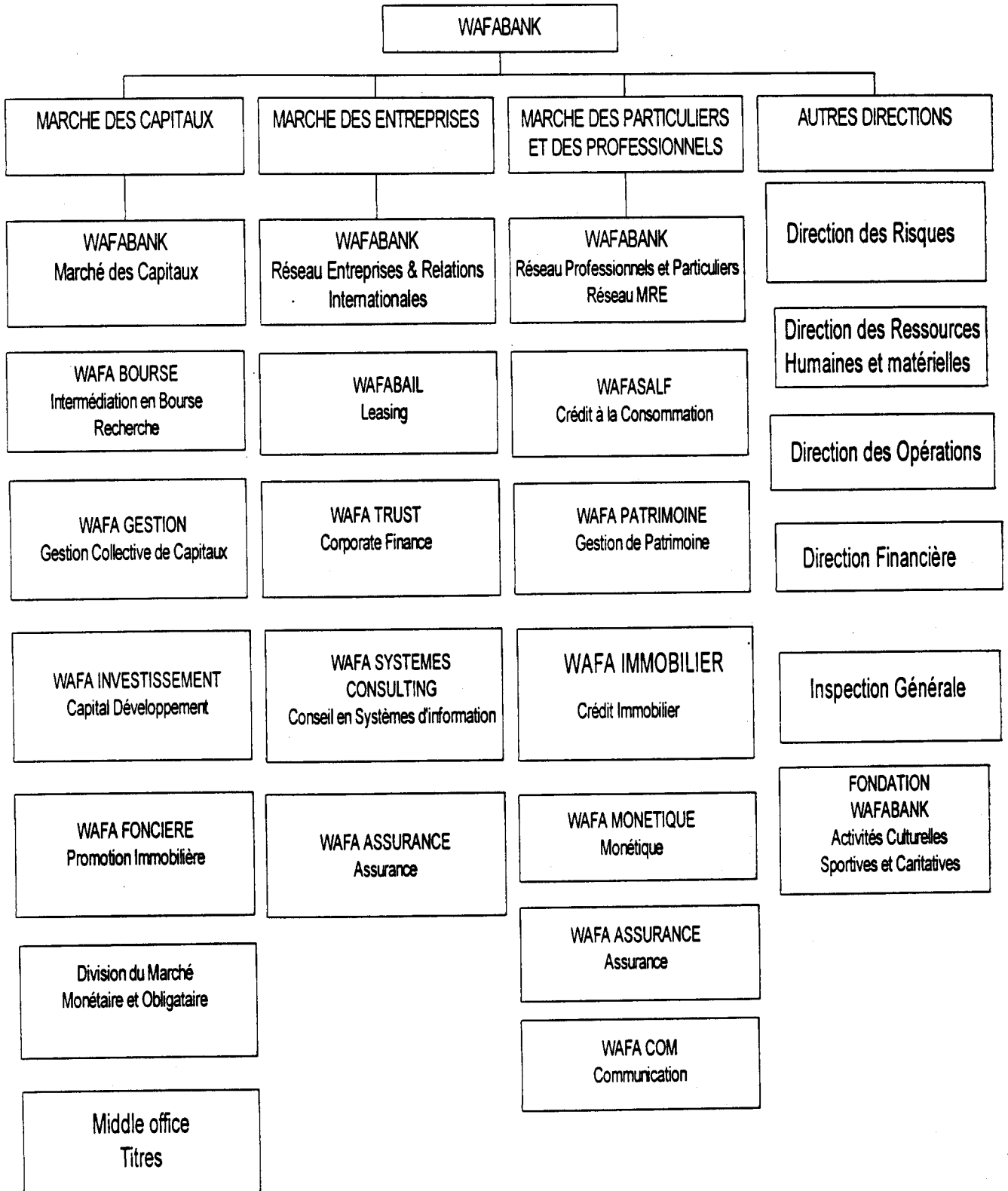
Dates	Nombre d'actions totales cumulées	Nature de l'opération	Nombre d'actions créées	Montant des augmentations (en DH)	Montant successif du capital (en DH)
31 mars 1975	185.500	Augmentation de capital en numéraire	40.500	4.050.000	18.550.000
31 mars 1975	200.000	Augmentation de capital par incorporation de réserves	14.500	1.450.000	20.000.000
30 juin 1977	250.000	Augmentation de capital en numéraire	50.000	5.000.000	25.000.000
29 février 1980	350.000	Augmentation de capital en numéraire	100.000	10.000.000	35.000.000
30 novembre 1982	385.000	Augmentation de capital par attribution gratuite	35.000	3.500.000	38.500.000
30 novembre 1982	647.500	Augmentation de capital en numéraire	262.500	26.250.000	64.750.000
16 juin 1986	712.250	Augmentation de capital par attribution gratuite	64.750	6.475.000	71.225.000
16 juin 1986	1.068.375	Augmentation de capital en numéraire	356.125	35.612.500	106.837.500
30 novembre 1992	3.205.125	Augmentation de capital par attribution gratuite	2.136.750	213.675.000	320.512.500
30 novembre 1992	4.255.000	Augmentation de capital en numéraire	1.049.875	104.987.500	425.500.000
04 janvier 1993	5.531.500	Augmentation de capital en numéraire	1.276.500	127.650.000	553.150.000
05 mai 1997	6 024 300	Augmentation de capital par apport en nature*	492 800	49 280 000	602 430 000
22 juillet 1999	6 243 927	Augmentation de capital en numéraire**	219 627	21 962 700	624 392 700

*Dans le cadre de la fusion – absorption de l'Uniban par WAFABANK

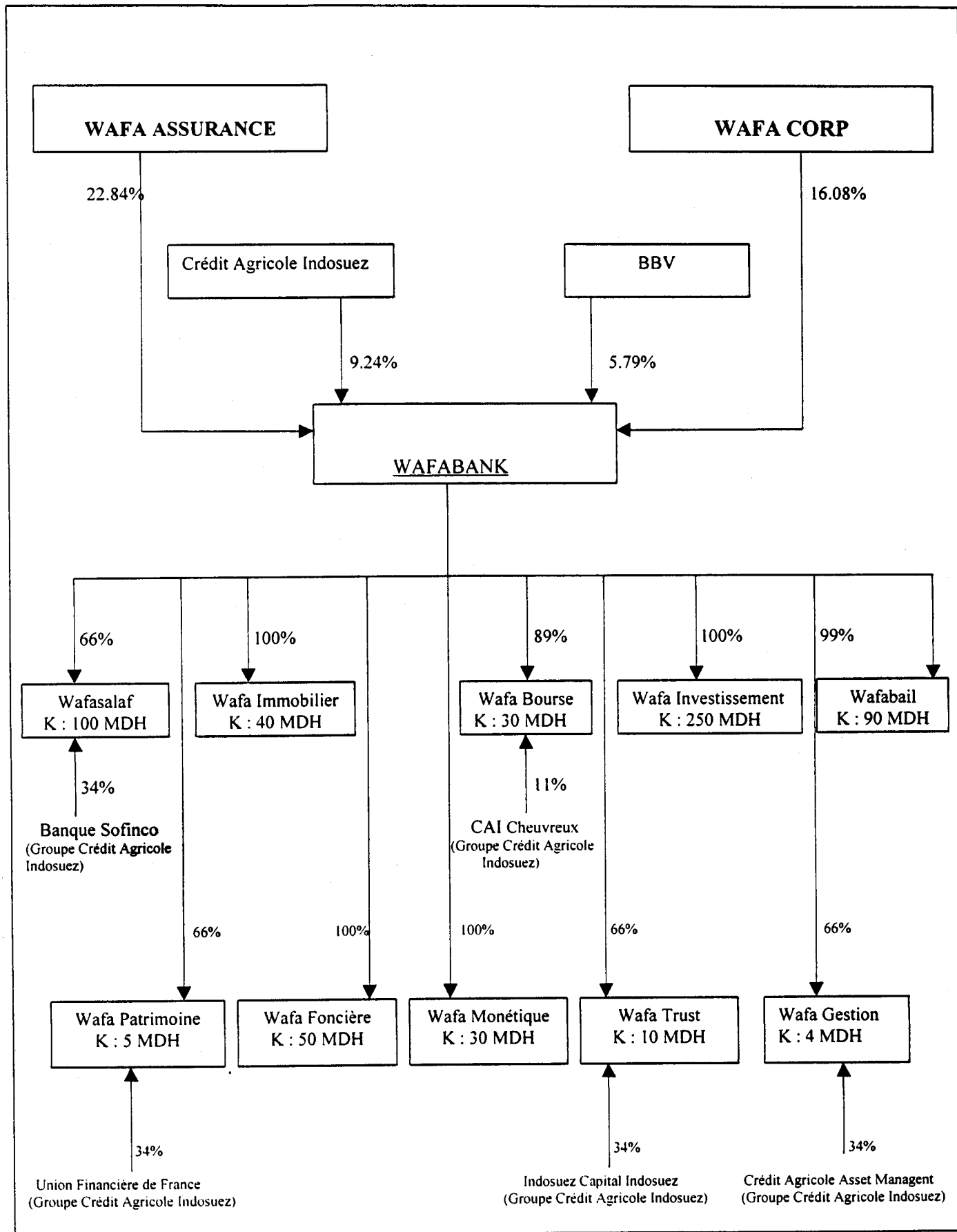
**augmentation de capital réservée à BBV et aux cadres dirigeants de la Banque

Organisation et contrôle de WAFABANK

Organisation de WAFABANK

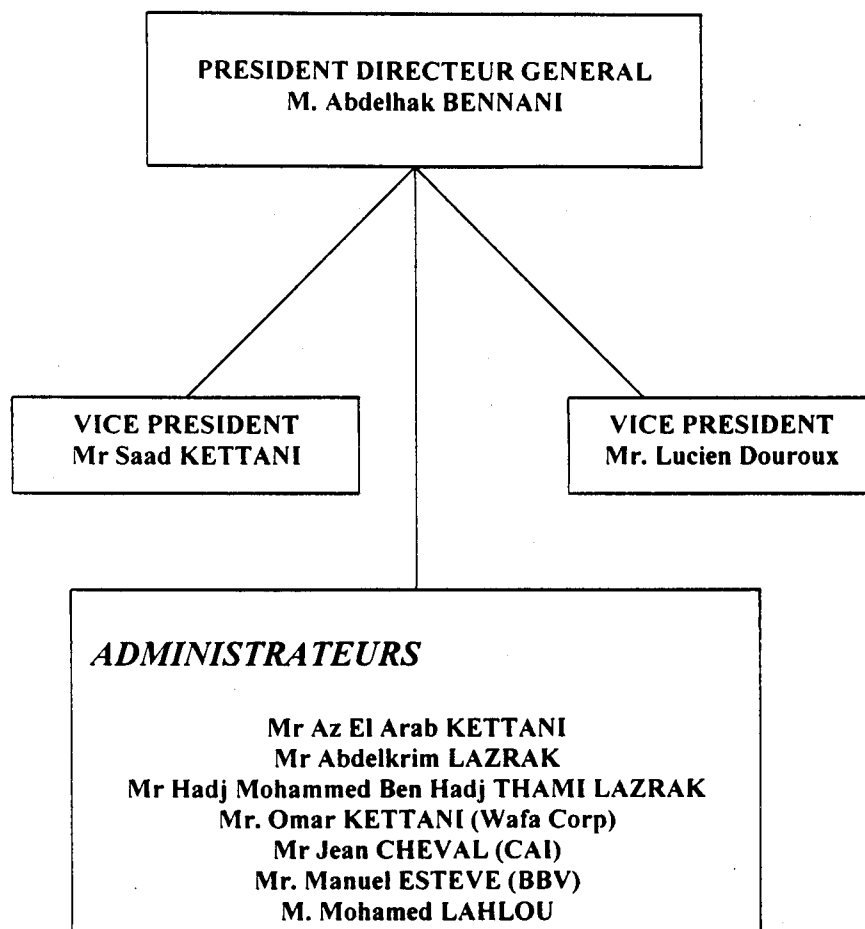


Organigramme du groupe Wafabank



Organes d'administration, de direction et de contrôle :

- Conseil d'administration



- Comité supérieur des risques

Mr. Abdelhak BENNANI
Mr. Saad KETTANI
Mr. Jean CHEVAL
Mr. Abdelkrim LAZRAK
Mr. Az El Arab KETTANI
Mr. Manuel ESTEVE

- Comité d'audit

Mr. Lucien DOUROUX
Mr. Manuel ESTEVE
Mr. Saad KETTANI
Mr. Omar KETTANI
Mr. Abdelkrim LAZRAK

- Commissaires aux comptes au titre des exercices 1996, 1997 et 1998.

Le cabinet FIDAROC, représenté par Mr. Faïçal MEKOUAR
Le cabinet AUDICO, représenté par Mr. Kamel KADIRI

- Auditeurs indépendants

Le Cabinet PRICE WATERHOUSE, représenté par Mr. Aziz BIDAËH.

Ressources humaines

	1996	1997	1998
Directions et cadres	404	552	560
Masculin	344	459	469
Féminin	60	93	91
Gradés	830	1006	1038
Masculin	588	728	741
Féminin	242	278	297
Employés	339	308	322
Masculin	287	264	261
Féminin	52	44	61
TOTAL	1573	1866	1920

Après la forte progression de l'effectif en 1997 (18.6%) suite à la fusion -absorption de l'Uniban l'effectif de WAFABANK a augmenté de 2.9% en 1998.

Moyens techniques et informatiques

Consciente de l'importance de la réussite du passage au troisième millénaire, WAFABANK a lancé en mars 1997 son projet AN 2000 dont l'objectif est la mise en conformité de son système d'information à l'an 2000. Et depuis lors, une structure adaptée a été mise en place pilotée par un Comité de Direction qui se tient au minimum une fois par mois.

A la fin de l'année 1997, WAFABANK avait arrêté sa démarche stratégique, développé son propre produit de conversion et acquis des outils destinés aux tests. Nous avons également procédé à l'analyse d'impact, inventorié les composants susceptibles de présenter des dysfonctionnements à l'aube du troisième millénaire, et conçu les solutions adéquates pour :

- Les applications développées en interne ;
- Les progiciels acquis auprès des fournisseurs ;
- Les équipements et leurs logiciels de base ;
- ...

Une équipe interne dédiée de quinze personnes travaille depuis février 1998 exclusivement à la réalisation des travaux inhérents à l'an 2000 : conversion, test, qualification et déploiement. A cet effet, un atelier AN 2000 a été mis en place avec un environnement complet dédié à la conversion, aux tests d'intégration : machine centrale dédiée, serveurs départementaux, postes de travail, outils de conversion et de test, ...

Le plan d'actions AN 2000 a été établi en fonction de la criticité des composants impactés, incluant une stratégie de déploiement présentant le maximum de sécurité : déploiement progressif des applications qualifiées conformes AN 2000, l'une après l'autre, après une période d'observation déterminée sur site pilote.

Le déploiement des applications critiques a été entamé courant juillet 1998 et depuis, notre réseau est irrigué d'une façon continue et régulière par les versions AN 2000 des composants convertis. Toutes les activités bancaires sont actuellement déployées.

Nous avons réalisé une simulation, au cours du 3^{ème} trimestre 1999, du passage à l'an 2000 dans un environnement de production totalement dupliqué afin d'appréhender d'une façon concrète cette transition de tout notre système informatique à travers la mise en place d'une banque à échelle réduite fonctionnant déjà au-delà du 31/12/1999.

Cette simulation a été couronnée, en septembre 1999, par la mise en conformité AN 2000 de tout notre système informatique et technique : les applications non critiques, les logiciels de base (OS, SGDB,...), le matériel, les équipements réseaux et télécommunication ainsi que toutes les infrastructures techniques.

Une action d'évaluation des clients sensibles a été réalisée par les responsables commerciaux. L'objectif de cette action est d'avoir une visibilité sur leurs projets AN 2000, d'apprécier les états d'avancement et d'identifier les clients à risques dont les dossiers seront traités par les comités de crédits compétents.

Une brochure Projet AN 2000 WAFABANK a été élaborée et communiquée à nos correspondants bancaires pour les rassurer quant aux dispositions prises par Wafabank pour réussir le passage au troisième millénaire. Inversement un questionnaire leur a été adressé pour évaluer leurs projets AN 2000 et apprécier le risque correspondant.

En parallèle nous sommes entrain d'élaborer un plan de secours dont l'objet est de permettre d'assurer la continuité de l'activité des agences et du siège en cas d'imprévus survenus lors du passage au prochain millénaire.

Au sein du Groupement Professionnel des Banques du Maroc, une réflexion est en cours pour élaborer un plan de secours de la place qui permettra à la communauté bancaire nationale de continuer à fonctionner même en cas de défaillance de l'un de ses membres.

Le projet AN 2000 de tout le groupe WAFABANK a été audité par un cabinet multinational. L'objectif de cette action est de diagnostiquer les plans d'actions par des experts en la matière pour une maîtrise plus accrue des risques. Cette mission est actuellement réalisée. Le bilan est positif, les recommandations retenues ont été intégrées dans les plans d'actions.

Le coût du projet AN 2000 de Wafabank est estimé à 15 millions DH. Ce coût est relativement bas étant donné que le projet AN 2000 est réalisé par les ressources humaines de la Banque.

Evolution récente et perspectives d'avenir

A/ Secteur bancaire

Cadre réglementaire

Durant la dernière décennie, le secteur bancaire marocain a connu une forte mutation, marquée par une réorganisation réglementaire et une libéralisation accrue.

Dès le début des années 90, de nombreuses réformes, renforcées par la Loi bancaire de juillet 1993 ont été entreprises afin de mettre en place un système bancaire solide et efficace stimulant l'épargne et l'investissement.

Les différentes réformes sont les suivantes :

- Le désencadrement du crédit à partir du 1^{er} janvier 1991 supprime les restrictions à l'extension des concours bancaires par les autorités monétaires.
- La libéralisation des taux d'intérêts créditeurs a débuté en 1990 permettant ainsi de stimuler la concurrence interbancaire et d'introduire la variabilité des taux. En 1996, les plafonds appliqués aux taux débiteurs sont supprimés afin de laisser s'instaurer le libre jeu des mécanismes de marché et de donner aux opérateurs économiques la possibilité de se financer aux conditions les plus avantageuses. La tendance à la baisse des taux de base bancaires qui en a résulté depuis ne cesse de comprimer les marges d'intermédiation des banques.

Par ailleurs, un taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédits a été instauré en 1997. Le TEG, ou Taux Effectif Global, ne doit pas dépasser de plus de 70% le taux d'intérêt moyen pondéré pratiqué au cours du semestre précédent par les établissements bancaires.

Afin de faire face à cette diminution de la rémunération des crédits, les plus grandes banques de la place développent les métiers de banque d'affaires et les opérations de financement du commerce extérieur, opérations génératrices de commissions.

- Les principales orientations de la Loi bancaire de 1993 sont les suivantes :
 - Unifier le dispositif juridique applicable à l'ensemble des institutions bancaires et financières afin de mettre en place une réelle concurrence entre les différents établissements de crédits.
 - Elargir le cadre de la concertation entre les autorités monétaires et les banques : le Ministère des Finances est chargé d'instituer les instruments de la politique monétaire ainsi que ceux visant à préserver la liquidité et la solvabilité des établissements de crédits. Bank Al Maghrib (BAM) a également un rôle important quant à la définition de la politique monétaire et des règles prudentielles mais aussi un rôle de surveillance du secteur bancaire et financier. Le GPBM, auquel sont tenues d'adhérer toutes les banques, sert d'intermédiaire entre les autorités monétaires et les établissements de crédits et veille à l'application des décisions du Ministère des Finances et de BAM.
 - Renforcer la protection des déposants et des emprunteurs par la mise en application de règles prudentielles très strictes : la classification et le provisionnement des créances douteuses et contentieuses ; le ratio de solvabilité (ou ratio Cooke) fixé à 8% des fonds propres et le coefficient maximum de division des risques qui est porté de 7% à 10% en 1996.
- Dès 1996, le plancher d'effets publics a été revu à la baisse : il est ramené en 1997 de 15% à 5% des exigibilités des banques constituées par les dépôts à vue et les certificats de dépôts d'un terme inférieur à 3 mois. Ce plancher a totalement disparu en 1998 permettant ainsi d'augmenter les dépôts disponibles.

En matière de réglementation prudentielle de Bank Al Maghrib, le régime relatif à la constitution de provisions pour créances en souffrance a été assoupli en 1995 à deux niveaux :

- Relèvement de 35% à 50% de la quotité des créances jugées en souffrance qui entraîne l'inscription de l'ensemble des facilités accordées à un même client dans cette catégorie de crédits ;
- Relèvement de 25% à 35% de la quotité des hypothèques sur les biens immobiliers, déductible du montant des créances en souffrance pour les crédits autres que ceux destinés à l'habitat (quotité admise en couverture maintenue à 50% pour ces derniers).

Par ailleurs, depuis 1996, les établissements bancaires sont tenus de verser une cotisation annuelle au titre de leur contribution au Fonds Collectif de garantie des dépôts institué par l'article 56 du dahir portant loi n°1-93-147 du 15 Moharram 1414 (6 juillet 1993). Cette cotisation est calculée sur la base des dépôts à vue et à terme libellés en dirhams, en dirhams convertibles et en devises, reçus des clients résidents et non résidents

Au cours de la dernière réunion du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne, le 5 mai 1999, les décisions suivantes ont été prises :

- La modification des Statuts de la Banque Centrale Populaire, notamment par le renforcement de l'autonomie des banques régionales ;
- La baisse des marges des sociétés de crédit à consommation qui passe de 70% du Taux effectif Global à 60%. Par ailleurs le taux plafond passe de 1.7 fois le TEG à 1.6. Ces sociétés doivent se mettre en conformité avec en matière de règles prudentielles (trois sociétés de crédits à la consommation se sont vues retiré leurs agréments).

Activité bancaire

Ces réformes ont fondamentalement modifié l'environnement bancaire marocain favorisant ainsi sa restructuration et son développement.

Secteur bancaire (hors CIH, BNDE et CNCA)					
Variation en %	94/93	95/94	96/95	97/96	97/98
Encours dépôts	10,7	5,6	5,6	10,2	7,3
Encours crédits	11,7	15,2	11,2	6,9	12,2
PNB	9,7	14,7	13,0	4,1	7,9
Résultat net	49,2	8,5	0,3	34,3	8,7

Source: GPBM

Le secteur bancaire marocain (hors CIH, BNDE et CNCA) est composé de 14 banques commerciales, dont quatre seulement détiennent en 1998 plus de 66.5% de part de marché en termes de crédits et 74.3% en termes de dépôts : Crédit Populaire du Maroc, BCM, BMCE et WAFABANK.

Part de marché en 1998	CPM	BCM	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Wafa
Comptes chèques	40,7%	15,8%	11,3%	4,6%	7,4%	5,9%	10,4%
Comptes courants	16,6%	17,8%	20,4%	7,8%	6,6%	9,4%	13,2%
OFS	94,6%	0,4%	2,5%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%
Comptes sur carnets	20,2%	18,7%	19,2%	9,6%	10,7%	7,6%	10,2%
Autres dépôts	22,0%	17,8%	14,2%	7,4%	5,1%	13,9%	10,3%
DAV	30,2%	16,9%	15,1%	6,5%	7,7%	7,4%	11,0%
Comptes et bons à échéances	33,5%	16,7%	15,4%	6,3%	3,9%	6,0%	10,6%
Certificats de dépôts	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	17,3%	82,7%
DAT	32,9%	16,4%	15,1%	6,2%	3,8%	6,3%	11,9%
DEPOTS GLOBAUX	31,2%	16,7%	15,1%	6,4%	6,3%	7,0%	11,3%
Crédits à court terme	13,5%	18,2%	19,9%	9,3%	8,0%	9,6%	13,1%
Crédits à moyen terme	22,6%	21,9%	15,1%	7,4%	6,4%	10,0%	14,3%
Crédits à long terme	38,7%	9,9%	12,0%	13,5%	4,8%	7,3%	7,3%
Créances non classées	29,3%	14,2%	4,4%	1,1%	12,3%	7,6%	28,1%
Créances en souffrances	20,2%	12,4%	14,1%	6,7%	5,2%	8,6%	12,7%
CREDITS GLOBAUX	18,4%	17,6%	17,5%	8,9%	7,2%	9,4%	13,1%
TOTAL BILAN	28,2%	16,3%	16,1%	6,4%	6,5%	7,7%	11,5%

Source : GPBM

De 1994 à 1997, le PNB et le résultat net du système bancaire ont enregistré une croissance annuelle moyenne de respectivement 9.9% et 20.2%. Cette croissance soutenue mais quelque peu irrégulière est le résultat d'une restructuration du secteur bancaire depuis la promulgation de la Loi bancaire de 1993.

	1996 Variation		1997 Variation		1998 Variation	
Produits des opérations de trésorerie	4423,8	2,7%	4673,5	5,6%	4869,3	4,2%
Produits des crédits à la clientèle	9056,7	11,6%	9685,4	6,9%	9653,5	-0,3%
Autres produits sur opérations bancaires	2762,8	13,9%	3111,3	12,6%	3636,4	16,9%
Produits d'exploitation bancaire	16243,3	9,4%	17470,2	7,6%	18159,2	3,9%
Charges des opérations de trésorerie	532	-11,7%	528,4	-0,7%	528,8	0,1%
Charges sur comptes et bons de la clientèle	5573,7	3,9%	6178	10,8%	6076,3	-1,6%
Autres charges sur opérations bancaires	238,1	103,3%	429	80,2%	535,5	24,8%
Charges d'exploitation bancaire	6343,8	4,3%	7160,8	12,9%	7160,8	0,0%
PNB	9899,5	13,0%	10309,4	4,1%	11118,7	7,9%
Résultat net	1789,4	0,3%	2402,7	34,3%	2610,8	8,7%

Sources : GPBM

1998	CPM	BCM	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Wafa	Secteur bancaire
Intérêts perçus	4451	2396	2124	1041	960	1214	1575	14523
dont intérêts crédits	1810	1884	1633	841	713	983	1244	9654
dont produits de trésorerie	2641	512	491	200	247	231	331	4869
Autres produits d'exploitation bancaire	901	554	557	181	217	379	529	3636
Produits d'exploitation bancaire	5352	2951	2681	1222	1177	1593	2104	18159
Intérêts payés	1984	1037	1060	476	352	479	750	6605
dont intérêts dépôts	1947	997	888	429	326	382	685	6076
intérêts de trésorerie	37	40	172	47	27	97	65	529
Autres charges d'exploitation bancaires	201	55	73	19	12	55	39	536
Charges d'exploitation bancaire	2185	1091	1133	495	364	534	789	7141
PNB	3167	1860	1548	727	813	1059	1315	11119
Frais généraux	1466	608	730	335	384	433	604	4960
Dotations aux amortissements	207	121	106	55	59	81	107	812
Total charges d'exploitation (hors provisions)	1673	682	836	390	443	514	711	5772
Dotations aux provisions	463	184	344	140	73	206	251	1809
Résultat avant impôts	958	1119	634	255	320	339	453	4038
Résultat net	561	688	478	157	193	273	305	2611

Sources : GPBM

Au terme de l'année 1998, le système bancaire marocain (hors CIH, BNDE et CNCA) a enregistré une progression de 7.3% de ses ressources et de 12.2% de ses crédits. Cette évolution, plus forte pour les crédits que pour les dépôts, est supérieure à la moyenne des cinq dernières années.

Variation	94/93	95/94	96/95	97/96	98/97	98/93
DAV	12,2%	3,0%	3,1%	9,8%	10,5%	7,7%
DAT	8,1%	10,2%	9,8%	10,9%	2,4%	8,3%
Dépôts globaux	10,7%	5,6%	5,6%	10,2%	7,3%	7,9%
Crédits à court terme	9,1%	17,6%	9,4%	2,9%	10,5%	9,9%
Crédits à moyen terme	16,5%	10,5%	7,3%	17,1%	15,7%	13,4%
Crédits à long terme	14,8%	26,7%	36,6%	8,4%	23,4%	22,0%
Créances non classées	10,0%	6,9%	10,2%	11,4%	12,7%	10,2%
Créances en souffrances	19,1%	4,3%	14,8%	13,7%	7,3%	11,9%
Crédits globaux	11,7%	15,2%	11,2%	6,9%	12,2%	11,5%

Sources : GPBM

La croissance des dépôts, quoiqu'en ralentissement par rapport au précédent exercice, est due en partie à la forte progression des comptes chèques (+13.6%) qui représentent près du tiers de l'encours.

On note également la très faible croissance des dépôts à terme (2.4%). Parallèlement, l'actif géré par les OPCVM a progressé de 155%, s'établissant à 25 184 MDH, soit 14.8% des dépôts bancaires en 1998 contre 6.7% en 1997.

L'encours des crédits a vu sa croissance s'accroître, passant de +6.9% en 1997 à +12.2% en 1998, poussé par les crédits à moyen et long terme qui ont progressé de respectivement 15.7% et 23.4%. Rappelons à ce sujet que les taux de base bancaires ont été ramenés à la baisse au mois de mai 1998, stimulant ainsi les crédits d'investissement.

Taux de base bancaires	Octobre 1997	Mai 1998
Taux à court terme	9.25%	8.25%-8.00%
Taux à moyen terme	9.50%	8.50%
Taux à long terme	10.25%	9.25%-9.00%
Taux à l'export	8.00%	8.00%-7.75%

B/ Stratégie de WAFABANK et perspectives d'avenir

Dans ce contexte, marqué par une libéralisation et une concurrence de plus en plus accrues, la stratégie du Groupe WAFABANK à horizon 2002 s'articule autour de quatre axes principaux :

- **Améliorer l'efficacité commerciale** : L'objectif de WAFABANK est d'augmenter de 25% la productivité des agents en termes de crédits, de dépôts et de PNB d'ici 2002. Pour cela, la Banque prévoit notamment :
 - L'implémentation d'un nouveau plan marketing pour le marché des particuliers et des professionnels avec l'élaboration d'un programme de fidélisation de la clientèle ;
 - La création d'unités dédiées à chaque marché ;
 - D'allouer les 2/3 de l'effectif à l'activité commerciale ;
 - De porter le nombre d'agences à 200 en 2002 ;
 - De lancer un plan d'action en direction des entreprises pour renforcer sa part de marché dans les crédits d'équipement et dans l'activité internationale ;
 - D'améliorer de façon significative sa part de marché dans le segment des MRE.

KDH	1994	1995	1996	1997	1998
PNB/Agent	591	575	662	676	684
Résultat net /agent	124	125	154	158	159
Crédits/agent	5 998	5 921	7 065	6 967	7 725
Dépôts/agent	7 913	7 527	8 820	9 537	9 999

Part de marché WAFABANK En %	1994	1995	1996	1997	1998
Crédits moyen terme	10,3	10,6	11,4	13,9	14,3
Crédits long terme	4,8	9,1	8,5	8,5	7,3
Dépôts RME	7.12	6.93	8.01	8.84	11.01

Source : GPBM

- **Réduire les coûts** : Afin de réduire le coefficient d'exploitation (y compris amortissements et produits accessoires) de la Banque de 51% à 45% en 2002 et de limiter l'effectif du siège au tiers de l'effectif global, WAFABANK prévoit :
 - L'extension du réseau avec stabilisation du personnel du siège ;
 - De limiter à 10% le personnel du réseau des particuliers et des professionnels affectés aux tâches administratives par le développement des back offices communs ;
 - Par ailleurs, un investissement important sur le plan informatique sera engagé pour préparer le système d'information de la Banque de l'an 2000 tout en mettant en place de nouvelles applications ;
 - Externalisation des opérations à faible valeur ajoutée pour porter à 25% en 2002 les transactions à travers les GAB, le serveur vocal, la banque à domicile et le service clients ;
- **Optimiser le contrôle du risque** : En termes de risque, WAFABANK envisage de ramener d'ici 2002 le coût du risque à 1% et le taux de contentieux à 6%. Pour cela, la Banque prévoit :
 - L'affectation au marché des entreprises de compétences élevées en mesure d'apprécier le risque ;
 - L'élaboration d'une politique de crédit par segment de clientèle, par nature de crédit, par secteur d'activité et par classe de risque ;
 - La généralisation de l'utilisation du système de scoring, lequel est déjà mis en place pour le crédit à la consommation ;
 - La mise en place d'un outil de gestion des risques prévoyant un mécanisme de détection de dossiers difficiles et la réorganisation de la fonction recouvrement amiable ;
 - Le renforcement du contrôle interne et la création d'un comité d'audit relevant du conseil d'administration.

- **Diversifier le revenu :** Le plan stratégique de WAFABANK prévoit de poursuivre la restructuration du PNB et de porter la part des produits hors marge d'intérêts dans le PNB à 50% en 2002. Pour cela le plan d'action se définit comme suit :
 - Facturer au juste prix les services de la Banque ;
 - Défendre et consolider la position du Groupe dans les activités de gestion de portefeuille, d'intermédiation boursière, de bancassurance, de change, d'obligataire et de monétique tout en améliorant la rentabilité de la succursale WAFABANK Bruxelles ;
 - Développer l'activité trading au niveau de Wafa Bourse ;
 - Faire de Wafa Trust un des principaux acteurs du métier de la banque d'affaires au Maroc et consolider la position de Wafa Gestion dans la gestion collective de l'épargne.

Structure du PNB de WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Produit Net Bancaire en MDH	841,8	928,4	1.041,2	1261,1	1314,1
Marge de trésorerie (1) en MDH	156,4	145,1	135,7	240,6	266,4
Marge de trésorerie / PNB	18,58 %	15,63 %	13,03%	19,1%	20,3%
Marge de clientèle (2) en MDH	403,6	458,5	540,3	545,7	558,3
Marge de clientèle / PNB	47,94 %	49,38 %	51,90%	43,3%	42,5%
Marge sur autres revenus (3) en MDH	281,8	324,8	365,2	474,9	489,4
Marge sur autres revenus/ PNB	33,48%	35,00%	35,08%	37,7%	37,2%

(1) Marge de trésorerie = Produits des opérations de trésorerie - charges des opérations de trésorerie

(2) Marge de clientèle = Intérêts perçus sur crédits à la clientèle - charges sur comptes et bons de la clientèle

(3) Marge sur autres revenus = Commissions et autres produits - Autres charges

C/ Politique de distribution de dividendes

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de WAFABANK du 19 mars 1999 a décidé l'attribution d'un dividende de 16 dirhams par action, en progression de 6.7% par rapport à 1997 (soit 15 DH par action). Il existe une répartition statutaire des bénéfices mentionnée dans les articles 45 et 46 des statuts.

Il est à noter que les nouvelles actions WAFABANK à émettre au profit de CAI portent jouissance le 01/07/99 et feront donc l'objet d'une distribution de dividendes partielle au titre de cette année.

La masse de bénéfices distribués au titre de l'exercice 1998 s'est accrue de 6.7% en dépassant la somme de 96 MDH, contre 90 MDH pour 1997.

Années	Résultat net (MDH)	Dividende par action (DH)	Nombre d'actions formant le capital	Montant global des dividendes distribués (MDH)	Taux de distribution
1990	100,6	15	1 068 375	16	16%
1991	121,9	15	1 068 375	16	13%
1992	134,2	15 / 5 *	1 068 375	27,7	21%
1993	175,3	10	5 531 500	55,3	32%
1994	176,6	11	5 531 500	60,9	34%
1995	201,6	12	5 531 500	66,4	33%
1996	242	13	5 531 500	78,3**	30%
1997	294,9	15	6 024 300	90,4	31%
1998	305	16	6 024 300	96,4	32%

*Suite à l'augmentation de capital réalisée en fin d'année 1992, la distribution de dividendes a porté sur deux lignes d'actions.

**Compte tenu d'une distribution de dividendes portant sur 6 024 300 actions.

Il est à préciser que les dividendes distribués par le passé ne constituent pas une garantie de revenus futurs. Ceux là sont fonction des résultats et de la politique de distribution de dividendes de WAFABANK.

D/ Notation de WAFABANK par différentes agences internationales de rating¹

- **Moody's (04/98): Dépôts à terme (Ba2) ; Structure financière (D+)**
 - ⇒ La note attribuée aux dépôts à terme reflète l'importante croissance de Wafabank au sein du secteur bancaire marocain ainsi que la capacité et la volonté de ses principaux actionnaires nationaux de la soutenir en cas de difficultés ;
 - ⇒ La note attribuée à la solidité financière repose sur l'amélioration des actifs de la Banque ainsi que sur une couverture jugée satisfaisante de ses créances en souffrance; elle reflète par ailleurs le partenariat solide avec ses actionnaires étrangers (BBV et Crédit Agricole Indosuez) ainsi que le dynamisme et la capacité d'innovation de son management.
- **Standard & Poors (01/99): Bpi**
 - ⇒ Cette note attribuée à WAFABANK reflète le solide fonds de commerce de la Banque, la qualité de sa politique commerciale / marketing, le niveau satisfaisant de ses résultats et de sa structure commerciale mais également « son profil de risque relativement élevé et une qualité d'actifs inférieure à la moyenne du secteur ».

E/ L'action WAFABANK en bourse

En DH	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Capital social	553 150 000	553 150 000	553 150 000	553 150 000	602 430 000	602 430 000
Nombre d'actions au 31/12	5 531 500	5 531 500	5 531 500	5 531 500	6 024 300	6 024 300
Résultat net (MDH)	175.3	176.6	201.6	242.0	294.9	305.0
Fonds propres après répartition (MDH)	1406.9	1530.3	1653.5	1819.6	2263.8	2429.9
BPA ajusté	29.1	29.3	33.5	40.2	49.0	50,6
Dividende par action	10	11	12	13	15	16
Actif net par action ajusté*	233.5	254.0	274.5	302.0	375,78	403,34
Cours						
+Haut	305	395	380	566	917	1330
+bas	210	295	340	355	550	900
Dernier de l'année	295	376	365	552	907	1160
PER	10.1	12.8	10.9	13.7	18.5	22.9
Cours/ Actif net par action**	1.3	1.5	1.3	1.8	2.4	2.9
Rendement en %	3,4	2,9	3,3	2,4	1,7	1,4
Rentabilité des capitaux propres (ROE) en %***	14.38	12.02	12,66	13,94	14,44	13,00
Capitalisation boursière sur la base du dernier cours coté de l'année (KDH)	1 631 793	2 079 844	2 018 998	3 053 388	5 464 040	6 988 188
Volume de transactions sur le titre Wafabank (KDH)	396 232	781 577	1 777 049	209 059	1 553 086	3 947 156
Dont marché central (KDH)	50 546	61 819	56 732	83 536	817 768	903 430
Dont marché de blocs (KDH)	345 686	719 757	1 720 287	125 523	735 318	3 043 726
Taux de liquidité quotidien ²	0.10%	0.15%	0.35%	0.03%	0.11%	0.23%
Taux de liquidité ³	24.31%	37.58%	88.01%	6.85%	28.42%	56.48%

*après répartition

**chiffres basés sur le cours de fin d'année

***ROE = résultat net/ fonds propres moyen après répartition

¹ Extraits des rapports de Moody's et de Standard & Poors datés respectivement d'avril 1998 et de janvier 1999

² Taux de liquidité quotidien = (volume global échangé sur le titre/ nombre de séance de bourse de l'année) / capitalisation boursière du titre

³ Taux de liquidité = volume global échangé sur le titre / capitalisation boursière du titre

Situation financière

Avertissement :

- Les informations chiffrées relatives au secteur bancaire 1994 à 1998 émanent du GPBM et n'incluent pas le CIH, la BNDE et la CNCA.
- Les informations relatives à WAFABANK et ses filiales émanent de la Banque et de ses filiales.
- Au cours de ce chapitre, seuls les comptes sociaux de Wafabank sont étudiés.

A/ L'évolution de l'actif de la Banque depuis 1994

a) Le portefeuille crédits de la Banque

WAFABANK En MDH	1994	1995	1996	1997	1998
Crédits court terme	5773	6314	7397	7688	8989
Crédits moyen terme	1430	1628	1873	2649	3200
Crédits long terme	206	489	610	678	723
Créances non classées	300	349	372	594	525
Créances douteuses	839	777	861	1390	1396
Total crédits	8548	9557	11113	13000	14833

Depuis 1994, l'encours de crédits de Wafabank a enregistré une croissance annuelle moyenne de 14.8%, grâce à une politique commerciale agressive. Cette progression, plus rapide que celle du secteur (+11.4%), a permis à la Banque de réaliser des gains de parts de marché sur toutes les maturités de crédits.

La forte progression des créances non classées en 1997 s'explique essentiellement par les créances non classées récupérées lors de l'absorption de l'Uniban..

Le ralentissement de la croissance en 1995 est le fait de différents facteurs :

- L'intensification de la concurrence dans la perspective de la libéralisation des taux d'intérêts en 1996 ;
- La pause décidée par Wafabank en 1995 dans l'expansion de son activité crédits dans le but de consolider ses acquis.

Variation En %	Variation 1995/94 En %		Variation 1996/95 En %		Variation 1996/97 En %		Variation 1997/98 En %	
	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur
Crédits court terme	+9,4	+17,6	+17,1	+8,7	+3,9	+3,2	+16,9	+10,5
Crédits moyen terme	+13,8	+10,5	+15,0	+6,9	+41,4	+15,4	+20,8	+15,7
Crédits long terme	+137,4	+26,7	+24,7	+32,0	+11,1	+7,5	+6,6	+23,4
Créances non classées	+16,4	+6,9	+6,7	+9,7	+59,7	+20,9	-11,6	+12,7
Créances douteuses	-7,4	+4,3	+10,8	+12,6	+61,5	+8,2	+0,4	+7,3
Total crédits	+11,8	+15,3	+16,3	+10,2	+17,0	+6,4	+14,1	+12,2

Part de marché WAFABANK En %	1994	1995	1996	1997	1998
Crédits court terme	12,3	11,5	12,0	12,4	13,1
Crédits moyen terme	10,3	10,6	11,4	13,9	14,3
Crédits long terme	4,8	9,1	8,5	8,5	7,3
Créances non classées	23,7	25,8	23,8	33,0	28,1
Créances douteuses	11,1	9,9	10,1	14,2	12,7
Total crédits	11,6	11,2	11,6	12,9	13,1

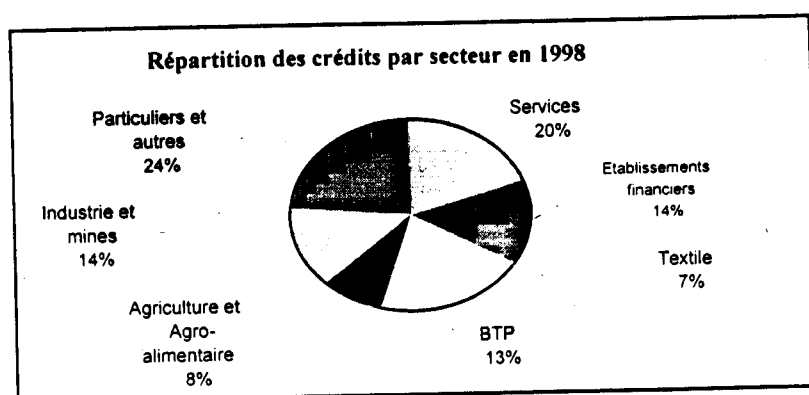
En 1997 et 1998, les crédits accordés par la Banque progressent de respectivement 17% et 14.1%, établissant la part de marché de WAFABANK autour de 13% en termes de crédits contre 11,6% en 1996. Cette croissance est due essentiellement à la hausse des crédits à moyen terme de 41.5% en 1997 et 20.8% en 1998. Notons par ailleurs que l'encours de crédits de l'ex-Uniban représente environ 10% de l'encours global de la Banque en 1997.

b) La structure des crédits de la Banque

Le portefeuille crédits de la Banque, à l'instar du reste du secteur bancaire, est prédominé par les crédits à court terme, qui représentent près de 61% de l'encours global en 1998. Cette structure s'est améliorée depuis 1994, la part des crédits à court terme ayant diminué au profit des crédits à moyen/long terme, ces derniers étant plus rémunérateurs en termes de marges d'intérêt.

Structure des crédits En %	Wafa 1994	Secteur 1994	Wafa 1995	Secteur 1995	Wafa 1996	Secteur 1996	Wafa 1997	Secteur 1997	Wafa 1998	Secteur 1998
Crédits à court terme	67,5	63,4	66,0	64,7	66,6	64,0	59,1	61,7	60,6	60,3
Crédits à moyen terme	16,7	18,9	17,0	18,1	16,9	17,4	20,4	18,9	21,6	19,7
Crédits à long terme	2,4	5,8	5,1	6,3	5,5	7,6	5,2	7,9	4,9	8,7
Créances non classées	3,5	1,7	3,7	1,6	3,3	1,5	4,6	1,8	3,4	1,6
Créances en souffrance	9,8	10,2	8,1	9,2	7,7	9,6	10,7	9,7	9,4	9,7
Total crédits	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

La répartition des crédits de la Banque montre l'importance des particuliers et du secteur des services qui représentent respectivement 24% et 20% de l'encours de crédits en 1998.



Du fait de la baisse des taux d'intérêt qui touche l'ensemble du secteur bancaire, le rendement du portefeuille crédits de la Banque est en baisse continue depuis 1994.

WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Rendement des crédits en % (1)	10,47	9,44	9,23	9,65	8,38
Rendement des crédits hors contentieux en % (2)	11,61	10,28	10,01	10,80	9,26

En 1998, le rendement moyen des crédits de WAFABANK est de 8.38%, contre 9,65% en 1997 et 9.23% en 1996. Hors contentieux, le taux de ce rendement est porté à 9.26% contre 10.80% en 1997 et 10.01% en 1996.

1998	WAFABANK	Secteur
Rendement des crédits en % (1)	8.38	8.50
Rendement des crédits hors contentieux en % (2)	9.26	9.41

(1) = Produits des crédits à la clientèle / Total crédits

(2) = Produits des crédits à la clientèle / Total crédits hors créances en souffrance.

c) La qualité du portefeuille crédits de la Banque

En 1993, en raison de l'anticipation par la Banque des nouvelles directives de la Banque Centrale relatives au traitement (classification et provisionnement) des créances en souffrance et dans un souci de prudence, il a été décidé d'observer une politique encore plus rigoureuse en termes de classement des créances en souffrance. Celles-ci ont connu leur plus forte progression en 1993 soit +71,8 %, ramenée dès 1994 à +13,7 %.

En 1995, l'encours des créances en souffrance de WAFABANK a été marqué pour la première fois par une baisse, de l'ordre de 7,4 %, alors que durant le même exercice le portefeuille des créances en souffrance du secteur bancaire a progressé de 4,3 %.

Cette diminution du volume des créances douteuses de WAFABANK s'explique par le renforcement du service chargé du recouvrement du contentieux et par une vigilance accrue en matière d'octroi des crédits et de prévention des risques et des défaillances. Dans ce cadre, il a été créé une direction des risques indépendante des responsables commerciaux et un processus collégial de prises de décisions de crédits a été institué.

En 1996, l'achèvement de la reclassification des créances s'est traduit par une augmentation de l'encours des créances en souffrance de près de 11%.

En 1997, l'encours de créances douteuses de WAFABANK connaît une croissance exceptionnelle de 61%. Ceci s'explique essentiellement par les créances en souffrance de l'ex-Uniban qui représentent le tiers de cet encours. Cette forte hausse porte en 1997 le taux de contentieux de la Banque à 10,7% soit un niveau supérieur au taux moyen du secteur.

L'exercice 1998 est marqué par une baisse du taux de contentieux qui est ramené de 10.7% en 1997 à 9.41% grâce à une progression très limitée des créances en souffrance (+0.36%) qui a par ailleurs été associée à une baisse de l'encours des créances non classées (-11.6%). L'objectif de WAFABANK à l'horizon 2002 est de ramener le taux de contentieux à 6%.

Qualité du portefeuille crédits	1994	1995	1996	1997	1998
Encours créances douteuses de WAFABANK (en MDH)	839 (+13,69 %)	777 (-7,39 %)	861 (+10,81%)	1390 (+61,44%)	1396 (+0,36%)
Taux de contentieux de WAFABANK (en %)	9,81	8,13	7,75	10,70	9,41
Taux de contentieux moyen du secteur bancaire (en %)	10,21	9,24	9,53	10,14	9,69

L'effort dont fait preuve WAFABANK en matière de gestion du risque crédits sera poursuivi afin d'obtenir des niveaux de contentieux similaires à ceux de ses concurrents directs. Cependant une part non négligeable de cet écart pourrait trouver sa source dans un classement différent des créances en souffrance par les autres établissements de la place.

En tout état de cause, la politique adoptée par Wafabank en matière de classification et de provisionnement des créances en souffrance est strictement conforme aux directives de BAM.

La forte augmentation depuis 1993 des créances en souffrance a amené WAFABANK à consentir un très grand effort de provisionnement. Ainsi le taux de couverture des créances douteuses s'est nettement amélioré passant de 37.72 % en 1993 à 65,24 % en 1995. En 1996, WAFABANK a bouclé l'essentiel de son programme de provisionnement : le taux de couverture des créances en souffrance a atteint le niveau de 74%. Ce taux de couverture s'est encore amélioré en 1997, s'établissant à 77,6% pour être ramené à 68.62% en 1998. En effet, l'assainissement du portefeuille crédits s'est caractérisé par l'annulation d'un montant de 256 MDH de créances en souffrance couvertes par des provisions et considérées comme irrécupérables en 1998, ce qui a permis de maintenir le volume des créances en souffrance à un niveau très proche de celui de l'exercice précédent et de baisser l'encours des provisions pour créances en souffrance de 11.3%.

WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Encours provisions pour créances en souffrance (en MDH)	409	507	637	1079	958
Taux de provisionnement des créances en souffrance (en %)	48,71	65,24	74,01	77,60	68.62
Encours provisions pour créances en souffrance / Encours crédits (en %)	4,78	5,30	5,73	8,30	6.46

Par ailleurs, le taux de provisionnement des créances en souffrance de WAFABANK est en 1997 l'un des meilleurs du secteur bancaire.

De même, le ratio encours provisions / encours crédits atteint en 1997 par WAFABANK est supérieur à la moyenne du secteur bancaire.

1997	WAFABANK	Secteur
Taux de provisionnement des créances douteuses (en %)	77.60	70.17
Encours provisions pour créances en souffrance/ Encours crédits (en %)	8.30	7.11

d) La structure de l'actif de la Banque

Globalement, la structure de l'actif de la Banque est relativement stable sur la période 1994/98. Néanmoins, la forte croissance de l'activité crédits s'est accompagnée des changements suivants :

- La baisse de la part des actifs liquides, qui est passée de 26.15% en 1993 à 21.96 % en 1995 et 21.98% en 1997. Cette évolution est due à la baisse des emplois obligatoires - réserve monétaire, plancher d'effets publics (disparus en 1998)- décidée par la Banque Centrale. En 1998, la part des actifs liquide passe à 24.02% du fait d'une progression de l'encours de bons du trésor et des créances sur la banque centrale et le trésor de respectivement 14% et 70%.
- La progression de la part du portefeuille titres dans le total de l'actif, qui est passée de 7.1% en 1993 à 12,03% en 1996, 10.80% en 1997 et 9.51% en 1998. Cette augmentation est liée à la politique de filialisation de la Banque. Depuis le début des années 1990, WAFABANK s'est en effet transformée en un véritable groupe financier qui rassemble autour de la Banque, une dizaine de filiales spécialisées créées pour la plupart en association avec le Groupe Crédit Agricole Indosuez et opérant dans des domaines aussi variés que le crédit à la consommation, le crédit bail, le crédit à l'immobilier, la promotion immobilière, la monétique, l'ingénierie informatique, l'intermédiation boursière, la gestion de fonds et l'ingénierie financière. La baisse de la part du portefeuille titres dans l'actif de la Banque en 1998 est due essentiellement à une diminution de 10.4% des titres de placement résultant notamment de cessions de titres de créances négociables et d'emprunts nationaux.
- La hausse de la part des crédits, qui représente 54.4% de l'actif en 1998 contre 47.8 % en 1993. Cette progression des crédits a été rendue possible grâce à l'agressivité commerciale de la Banque et à une meilleure allocation des ressources vers les crédits.

Structure de l'actif de WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Actif liquide	23,14%	21,96%	19,95%	21,98%	24,04%
Dont bons du trésor	17,93%	16,72%	14,47%	15,33%	16,06%
Crédits	50,44%	53,99%	53,41%	51,80%	54,42%
Dont crédits à court terme	34,07%	35,67%	35,55%	30,63%	32,98%
Valeurs à l'encaissement et divers	14,72%	12,19%	11,95%	11,83%	8,72%
Portefeuille titres	9,00%	8,98%	12,03%	10,80%	9,51%
Dont titres de placement	4,38%	3,96%	7,66%	7,49%	6,18%
Dont titres de participation	4,62%	5,02%	4,36%	3,31%	3,33%
Immobilisations nettes	2,70%	2,89%	2,67%	3,59%	3,32%
TOTAL ACTIF %	100%	100%	100%	100%	100%
MDH	16 945	17 702	20 807	25 097	27 258

B/ L'évolution du passif de la Banque depuis 1994

a) La part de marché de la Banque dans les dépôts bancaires

WAFABANK En M DH	1994	1995	1996	1997	1998
Comptes chèques	3359	3576	3862	4824	5690
Comptes courants	2243	2257	2412	3562	3151
OFS	10	6	-	-	-
Comptes sur carnet	1194	1292	1336	1976	2243
Autres dépôts	431	454	420	469	553
Comptes et bons à échéance fixe	4039	4564	5844(*)	6965(*)	7560(*)
Total dépôts	11276	12149	13874	17796	19198

(*)dont certificats de dépôts : 1010 MDH en 1996 et 991 en 1997 et 1998

Au cours de la période 1994/1998, l'encours de dépôts de WAFABANK a enregistré une croissance annuelle moyenne de 14.5% contre seulement 7.2% pour le secteur. Cette évolution est le résultat d'une politique commerciale plus entreprenante de la Banque et d'un développement rapide du réseau qui est passé de 93 agences en 1993 à 157 en 1998 auxquelles s'ajoutent 3 agences et 16 bureaux de représentation à l'étranger. Rappelons que l'objectif de la Banque est de porter le nombre d'agences à 200 d'ici l'an 2002.

Evolution des dépôts	Variation 1995/94		Variation 1996/95		Variation 1996/97		Variation 1997/98	
	En %		En %		En %		En %	
	WAFABANK	Secteur	WAFABANK	Secteur	WAFABANK	Secteur	WAFABANK	Secteur
Comptes chèques	+6,5	+7,2	+8,0	+3,3	+24,9	+6,3	+17,9	+13,6
Comptes courants	+0,6	+2,5	+6,9	-1,4	+47,7	+15,8	-11,5	+3,8
OFS	-40,3	-58,9	-100,0	+80,2	-	-23,9	-	-59,2
Comptes sur carnet	+8,2	+12,2	+3,4	+7,6	+47,9	+9,9	+13,5	+12,2
Autres dépôts	+5,4	-35,9	-7,5	+2,1	+11,7	+17,5	+18,0	+9,1
Comptes et bons à échéance fixe	+13,0	+10,2	+28,0	+9,9	+19,2	+10,7	+8,5	+2,4
Total dépôts	+7,7	+5,6	+14,2	+5,7	+28,3	+10,0	+7,9	+7,3

La progression des dépôts a permis de porter la part de marché de la Banque de 8.8% en 1994 à 11.3% en 1998.

Part de marché WAFABANK En %	1994	1995	1996	1997	1998
Comptes chèques	8,2	8,1	8,5	10,0	10,4
Comptes courants	11,5	11,3	11,8	15,6	13,2
OFS	1,3	1,8	0,0	0,0	0,0
Comptes sur carnet	8,1	7,8	7,4	10,1	10,2
Autres dépôts	6,7	11,0	15,7	9,7	10,3
Comptes et bons à échéance fixe	8,8	9,0	10,7	11,3	10,9
Total dépôts	8,8	8,9	9,8	11,3	11,3

C'est en 1996 qu'on assiste à une amélioration significative (+1 point environ) de la part de marché de WAFABANK : 9,8% contre 8,9% en 1995. Cette performance provient notamment des comptes et bons à échéance fixe (y compris les certificats de dépôts) pour lesquels un gain de 1.7 point de part de marché a été réalisé.

Cette amélioration se confirme en 1997 et 1998, la part de marché de WAFABANK s'établissant à 11,3%, grâce notamment aux comptes courants dont la part de marché s'établit à 15,6% à fin 1997 et à 13,2% à fin 1998.

Notons que la progression inhabituelle de l'encours des dépôts de la Banque en 1997 (+28.3% contre +10.2% pour l'ensemble du secteur bancaire) est due en partie à l'absorption de l'Uniban : hors Uniban, la croissance des dépôts n'est que de 11,4%, ce qui demeure néanmoins supérieur à la croissance du secteur.

b) La structure des dépôts

La structure des dépôts de la Banque est parfaitement comparable à celle du secteur. Comme pour l'ensemble de la profession bancaire, les dépôts à vue représentent pour WAFABANK pratiquement les 2/3 de ses dépôts globaux. Par ailleurs, les dépôts rémunérés (comptes sur carnet, comptes et bons à échéance fixe) représentent sur la période 1994/98 en moyenne 49,64% du total dépôts, contre 50,08% pour l'ensemble du secteur.

Structure des dépôts en %	1994		1995		1996		1997		1998	
	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur
.Comptes chèques	29.79	31.90	29.43	32.39	27.84	31.65	27.11	30.61	29.64	32.33
.Comptes courants	19.89	15.11	18.58	14.66	17.39	13.65	20.02	14.46	16.41	14.04
.OFS	0.09	0.62	0.05	0.24	-	0.35	-	0.25	-	0.09
.Comptes sur carnet	10.59	11.51	10.63	12.23	9.63	12.43	11.10	12.44	11.69	13.00
.Autres dépôts	3.82	4.99	3.74	3.03	3.03	3.02	2.63	3.06	2.88	3.16
.Comptes et bons à échéance fixe	35.82	35.87	37.57	37.45	42.12	38.90	39.14	39.18	39.4	37.37
Total dépôts	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
-Dépôts à vue	64.18	64.13	62.43	62.55	57.88	61.10	60.86	60.82	60.62	62.63
-Dépôts à terme	35.82	35.87	37.57	37.45	42.12	38.90	39.14	39.18	39.38	37.37
-Dépôts non rémunérés	53.59	52.62	51.80	50.32	48.25	48.67	49.76	48.38	48.94	49.63
-Dépôts rémunérés	46.41	47.38	48.20	49.68	51.75	51.33	50.24	51.62	51.06	50.37

En raison de la part plus importante des dépôts non rémunérés, WAFABANK a un coût des dépôts bancaires parmi les plus faibles de la profession en 1996. On signalera toutefois une légère modification de la structure des dépôts en 1996 liée à l'émission de certificats de dépôts qui porte le poids des dépôts rémunérés de 48,20% en 1995 à 51,75% en 1996.

L'émission de certificat de dépôts a porté sur un montant 1 001 MDH au taux de 10% en 1997, 8,5% en 1998 et 8% en 1999 pour une durée de 7ans. L'encours au 31/12/98 est de 990.75 MDH.

1998	WAFABANK	Secteur
Coût des dépôts bancaires (1)	3.57 %	3.58%
Coût des dépôts bancaires rémunérés (2)	6.99%	7.11%

(1) = Charges sur comptes et bons de la clientèle / Dépôts globaux

(2) = Charges sur comptes et bons de la clientèle / Dépôts rémunérés (comptes sur carnet + comptes et bons à échéance fixe).

La légère hausse du coût des dépôts en 1997 a été corrigée en 1998 ramenant le coût à 3.57%. Sur la période 1994-98, on observe également une diminution très significative du coût moyen des dépôts bancaires rémunérés, du fait de la baisse structurelle des taux d'intérêt.

WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Coût des dépôts bancaires	4,36 %	3,65 %	3,50%	3,98%	3.57%
Coût des dépôts bancaires rémunérés	9,39 %	7,58 %	6,79%	7,92%	6.99%

c) La structure du passif

La structure du passif de WAFABANK est demeurée relativement stable jusqu'en 1996 : la forte croissance de l'activité illustrée par le Produit Net Bancaire qui est passé de 626 MDH en 1992 à 1.041 MDH en 1996, n'a pas déséquilibré cette structure comme le montre le tableau suivant :

Structure du passif de WAFABANK en %	1994	1995	1996	1997	1998
Avances BAM/Trésor/Prêts BIRD	0,94	0,10	0,09	0,07	0,09
Inter - Banque	5,37	5,05	8,56	3,04	7,85
Dépôts clientèles	66,54	68,63	66,67	70,91	70,43
Exigibles après encaissement et divers	15,01	12,96	11,78	11,69	8,30
Provisions	2,78	3,57	3,78	4,89	4,04
Fonds propres (*)	9,36	9,78	9,11	9,40	9,29
Total passif - En %	100	100	100	100	100
- En M DH	16.945	17.702	20.807	25.097	27.258

(*) avant répartition

Néanmoins, la part des dépôts dans le passif de la Banque est passée de 66.7% en 1996 à près de 71% en 1997, aux dépens de la part de l'interbancaire qui a été ramenée de 8.56% en 1996 à 3.04% en 1997 : Cette modification de la structure du passif est due essentiellement aux apports de l'ex-Uniban.

Le rapport entre les fonds propres de la Banque et ses engagements pondérés par les risques ou ratio de solvabilité est de 10.35 % en 1998, ce qui est en conformité avec la réglementation internationale en vigueur (minimum de 8%) et témoigne du niveau satisfaisant des fonds propres de la Banque. Le ratio Cooke - ou ratio de solvabilité calculé selon la circulaire n°15 du 26 septembre 1996 relative au coefficient de division des risques bancaires est largement supérieur au taux réglementaire de 8%.

WAFABANK	1996	1997	1998
Ratio Cooke	9.66 %	9.85%	10.35%

d) Les engagements hors bilan

HORS BILAN	1994	1995	1996	1997	1998
Engagements par signature délivrés pour la clientèle	5128	5527	5872	6320	5398
Engagements par signature délivrés pour les intermédiaires financiers	932	1601	1244	1238	1769
Total	6060	7128	7116	7558	7167

Les engagements par signature délivrés pour la clientèle ont diminué de 14.6% en 1998 contre -3.3% en moyenne pour du secteur bancaire

C/ La gestion actif/passif de la Banque

a) Dépôts / crédits

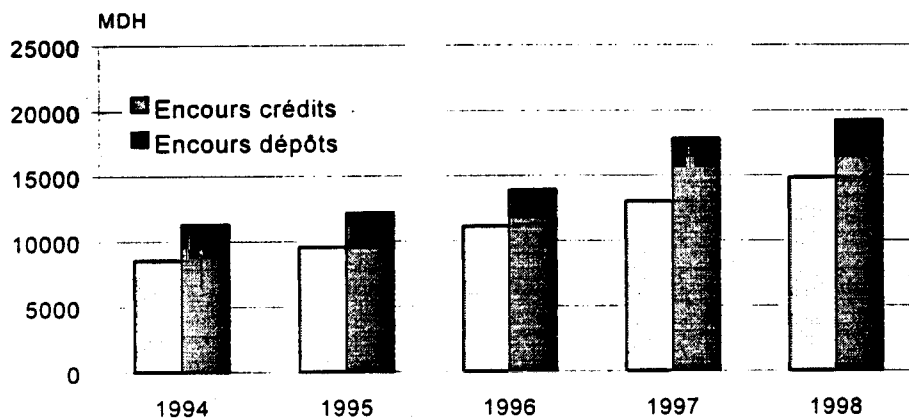
Comme en témoigne le ratio encours dépôts/ encours crédits qui s'établit à 129% en 1998, WAFABANK s'efforce de maximiser l'octroi de crédits en fonction de ses dépôts, afin de contribuer le plus largement possible au financement de l'économie. La progression importante de ce ratio en 1997 reflète essentiellement la forte augmentation de l'encours des dépôts (+28.3%) issue de l'absorption de l'ex-Uniban.

Gestion Actif/Passif	WAFABANK	Secteur
Encours dépôts/encours crédits		
1994	132 %	174 %
1995	127 %	160 %
1996	125 %	157 %
1997	137 %	157 %
1998	129 %	149 %

Comme le montrent le tableau et le graphique ci-dessous, l'évolution des crédits est plus rapide que celle des dépôts sur la période 1994/1998 (respectivement +15.4% contre +14,1% en moyenne annuelle sur la période). Afin de poursuivre sa politique soutenue de distribution de crédits, WAFABANK prévoit de renforcer la collecte des dépôts par le biais de l'ouverture d'agences, l'objectif étant, rappelons le, un réseau de 200 agences d'ici l'an 2002.

WAFABANK	Variation des dépôts	Variation des crédits
1994	+12,4%	+18,0%
1995	+7,7%	+11,8%
1996	+14,2%	+16,3%
1997	+28,3%	+17,0%
1998	+7,9%	+14,1%
Moyenne annuelle	+14,1%	+15,4%

Evolution des encours de WAFABANK
entre 1994 et 1998



b) La marge d'intermédiation

La marge d'intermédiation clientèle de WAFABANK, qui est de l'ordre de 4.8 % en 1998, est équivalente à la moyenne du secteur.

1998	WAFABANK	Secteur
Rendement des crédits (en %)	8.4	8.5
Rendement des crédits hors contentieux (en %)	9.3	9.4
Coût des dépôts(en %)	3.6	3.6
Marge d'intermédiation clientèle (1) (en %)	4.8	4.9
Marge d'intermédiation clientèle hors contentieux (2) (en %)	5.7	5.8

(1) = Rendement des crédits - coût des dépôts bancaires

(2) = Rendement des crédits hors contentieux - coût des dépôts bancaires

WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Rendement des crédits (en %)	10,47	9,44	9,23	9,65	8,38
Rendement des crédits hors contentieux (en %)	11,61	10,28	10,01	10,80	9,26
Coûts des dépôts (en %)	4,36	3,65	3,50	3,98	3,57
Marge d'intermédiation clientèle (en %)	6,11	5,79	5,73	5,67	4,81
Marge d'intermédiation clientèle hors contentieux (en %)	7,25	6,62	6,51	6,82	5,68

La marge d'intermédiation de WAFABANK enregistre une baisse structurelle depuis 1994 passant de 6.11% à 4.81% en 1998. Cette compression des marges, générale pour tout le secteur bancaire, est le résultat de la chute des taux d'intérêts et de la concurrence accrue entre les banques depuis la libéralisation effective des taux d'intérêt en 1996, qui ont entraîné une forte diminution du rendement des crédits ramené en ce qui concerne WAFABANK de 10.47% en 1994 à 8.38% en 1998.

En termes de ressources, WAFABANK a également diminué le coût de ses dépôts de façon significative mais plus limitée sur la même période, le ramenant de 4.36% à 3.57%.

Notons cependant que hors contentieux, la marge d'intermédiation clientèle s'établit à 6.82% en 1997 contre 6,6% en 1996 ce qui confirme le poids des créances en souffrance occasionnées par la fusion - absorption de l'UNIBAN.

D/ L'évolution de la profitabilité et de la rentabilité de la Banque depuis 1994

a) Le Produit Net Bancaire

Malgré un contexte de plus en plus concurrentiel et marqué par une désintermédiation croissante, WAFABANK a enregistré une activité en croissance continue depuis 1994. Le Produit Net Bancaire a progressé de 11.9% en moyenne annuelle entre 1994/1998 s'établissant à 1314 MDH.

WAFABANK en MDH	1994	1995	1996	1997	1998
Produits d'exploitation bancaire	1415,0	1467,1	1661,8	2155,8	2103.5
Charges d'exploitation bancaire	573,2	538,7	620,6	894,7	789.4
Produit net bancaire	841,8	928,4	1041,2	1261,1	1314.1
Produit net bancaire y compris produits accessoires	851.0	946.4	1080.8	1305.6	1363.8

Si l'on tient compte des produits accessoires constitués essentiellement de produits des opérations crédit bail consortialisées avec WAFABANK, le PNB s'établit à 1364 MDH au terme de l'exercice 1998.

Cette évolution est le résultat de différents facteurs :

- Les produits d'exploitation bancaire ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 11.1% entre 1994 et 1998. Notons également que sur cette même période, les autres produits d'exploitation, et notamment les produits de commissions, ont progressé en moyenne annuelle de 17.7%.
- La croissance des charges d'exploitation bancaire a été limitée à 10.4% en moyenne entre 1994 et 1998. La forte hausse des charges d'exploitation bancaire en 1997, qui s'explique essentiellement par la croissance de 46% des intérêts payés sur les dépôts, a par ailleurs été compensée en 1998 par une diminution des charges de 11.8%.

Variations en %	95/94	96/95	96/97	97/98	94/98
Produits d'exploitation bancaire	+3,7	+13,3	+29,7	-2.4	+11.1
Charges d'exploitation bancaire	-6,0	+15,2	+44,2	-11.8	+10.4
Produit net bancaire	+10,3	+12,1	+21,1	+4.2	+11.9
Produit net bancaire y compris produits accessoires	+11.3	+14.1	+20.8	+4.5	+12.7

La progression du PNB a été associée à une amélioration de sa structure. Comme le montre le tableau suivant, le poids de la marge de clientèle a diminué au cours de la période 1994/1998 au profit de la marge sur autres revenus qui a été portée de 33.5% en 1994 à 37.7 en 1997 et 37.2% en 1998.

- La baisse de la marge de clientèle dans le PNB est essentiellement due à la baisse des taux d'intérêts associée à une concurrence accrue au sein du secteur bancaire qui a accentué la baisse des marges acceptées par les banques.
- La marge sur autres revenus par rapport au PNB progresse significativement entre 1994 et 1998 grâce à une croissance annuelle moyenne de 11% des produits de commissions et de portefeuille sur cette période ;
- La marge de trésorerie de la Banque, malgré un recul en 1995 et 1996 sous l'effet de l'augmentation significative des charges de trésorerie, augmente en 1997 et 1998 du fait de la hausse de 64,3% de la trésorerie actif de la Banque en 1997 et de 2.3% en 1998.

Structure du PNB de WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Produits d'exploitation bancaire (en MDH)	1415,0	1467,1	1661,8	2155,8	2103,5
- Produits des opérations de trésorerie	229,9	232,4	245,8	331,8	331,0
- Intérêts perçus sur crédits à la clientèle	895,1	902,2	1.025,7	1254,2	1243,7
- Autres revenus (commissions et autres produits)	289,9	332,5	390,3	569,9	528,9
Charges d'exploitation bancaire (en MDH)	573,2	538,7	620,6	894,7	789,4
- Charges des opérations de trésorerie	73,5	87,3	110,1	91,2	64,5
- Charges sur comptes et bons de la clientèle	491,5	443,8	485,4	708,5	685,4
- Autres charges	8,2	7,6	25,0	95,1	39,5
Produit Net Bancaire en MDH	841,8	928,4	1041,2	1261,1	1314,1
Marge de trésorerie (1) en MDH	156,4	145,1	135,7	240,6	266,4
Marge de trésorerie / PNB	18,58 %	15,63 %	13,03%	19,1%	20,3%
Marge de clientèle (2) en MDH	403,6	458,5	540,3	545,7	558,3
Marge de clientèle / PNB	47,94 %	49,38 %	51,90%	43,3%	42,5%
Marge sur autres revenus en MDH	281,8	324,8	365,2	474,9	489,4
Marge sur autres revenus/ PNB	33,48%	35,00%	35,08%	37,7%	37,2%

(1) Marge de trésorerie = Produits des opérations de trésorerie - charges des opérations de trésorerie
(2) Marge de clientèle = Intérêts perçus sur crédits à la clientèle - charges sur comptes et bons de la clientèle
(3) Marge sur autres revenus = Commissions et autres produits - Autres charges

b) Le coefficient d'exploitation

Depuis 1994, le coefficient d'exploitation de WAFABANK a légèrement progressé, passant de 51.18% à 52.15% en 1998. Cette évolution est consécutive à une baisse structurelle entre 1991 et 1994, période au cours de laquelle le coefficient d'exploitation a été ramené de 54.11% à 51.18%.

La légère reprise constatée en 1997 est due essentiellement la hausse de 36% des frais de personnel engendrée par la fusion-absorption de l'UNIBAN et qui se sont répercutés sur les frais généraux. En effet, les frais de personnel de l'ex-Uniban représentent en 1997 plus de 17% de frais de personnel de la Banque.

1997	WAFABANK	Secteur
Coefficient d'exploitation (1) (en %)	54.12	51.92
Coefficient d'exploitation (2) (en %)	52.15	51.92

(1) (Frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB

(2) (Frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB (y compris produits accessoires)

WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Coefficient d'exploitation (1) (en %)	51,74	52,23	52,33	53,78	54,12
Coefficient d'exploitation (2) (en %)	51,18	51,21	50,41	51,95	52,15

Notons que l'un des principaux objectifs de la Banque en termes de productivité est la réduction du rythme de progression des frais généraux pour ramener le coefficient d'exploitation à 45%.

WAFABANK(en MDH)	1994	1995	1996	1997	1998
PNB	841,8	928,4	1041,2	1261,1	1314,1
Variation	+12,2%	+10,3%	+12,2%	+21,1%	+4,2%
Frais généraux	366,9	408,1	451,7	580,0	603,9
Variation	+8,8%	+11,2%	+10,7%	+28,4%	+4,1%
Amortissements	68,7	76,8	93,2	98,3	107,3
Variation	+23,9%	+11,8%	+21,3%	+5,5%	+9,2
Charges d'exploitation	435,6	484,9	544,9	678,3	711,2
Variation	+10,9%	+11,3%	+12,4%	+24,5%	+4,9%

En termes de productivité, WAFABANK affiche des ratios de productivité supérieurs à la moyenne du secteur et en amélioration depuis 1994.

(en K DH)	1996		1997		1998	
	Wafabank	Secteur	Wafabank	Secteur	Wafabank	Secteur
Dépôts par agent	8820	7617,2	9 537	8 383	9 999	8 896
Crédits par agent	7065	5025,1	6 967	5 367	5 725	5 956
PNB par agent	662	525,6	676	546,7	684,4	583,0
Résultat net par agent	154	95,0	158	127,4	169,2	136,9

L'effectif global de la Banque au 31/12/1998 se répartit comme suit :

Catégorie		
Cadres	560	29%
Gradés	1038	54%
Employés	322	17%
Total	1920*	100%
Siège	894	47%
Agences	992	52%
Réseau extérieur	34	2%
Total	1920*	100%

*hors effectif recruté à l'étranger

c) La rentabilité des capitaux propres

Malgré la dilution liée aux augmentations de capital de décembre 1992, janvier 1993 et mai 1997, la rentabilité des capitaux propres de WAFABANK demeure supérieure à la moyenne du secteur bancaire comme le montre le tableau ci-dessous :

1998	WAFABANK	Secteur
Résultat net en MDH	305.0	2610.8
Total bilan en MDH	27 258.1	232 428.7
ROE (1) en %	13.00	12.35
ROA (2) en %	1.12%	1.12%

(1) Return on equity (ou rentabilité des capitaux propres) = résultat net / fonds propres moyen après répartition
(2) Return on assets (ou rentabilité des actifs) = résultat net / total bilan.

L'amélioration de la rentabilité des fonds propres a été associée ces dernières années à l'amélioration de la rentabilité des actifs, le ROA ayant progressé de 1.04% en 1994 à 1.19% (hors contribution libératoire) en 1998.

WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998*	1998**
Résultat net en MDH	176,6	201,6	242,0	294,9	305,0	324,8
Fonds propres début période en MDH	1.409,7	1.530,4	1.653,53	2066,0	2263,8	2449,6
Total bilan en MDH	16.945,0	17.702,0	20.807,4	25097,1	27258,1	27258,1
ROE en %	12,02	12,66	13,94	14,44	13,00	13,84
ROA en %	1,04	1,14	1,16	1,17	1,12	1,19

*après contribution libératoire (19.824 MDH)

**hors contribution libératoire

E/ Situation provisoire au 30/06/99

Au terme du premier semestre 1999, les encours crédits et dépôts de Wafabank ont enregistré une croissance respective de 8.97% et 11.9% par rapport au premier semestre 1998 portant ainsi les parts de marché en dépôts et crédits de la Banque à 11.3% et 12.5%. Les créances en souffrance ont par ailleurs baissé de 9.2% ramenant le taux de contentieux de 10.9% à 8.84%.

En MDH	30/06/98	30/06/99	%
Crédit à la clientèle	13 144,8	14 705,3	11,87%
Crédit à court terme	7 637,3	9 020,3	18,1%
Crédit à moyen et long terme	3 469,6	3 831,2	10,4%
Créances non classées	605,3	553,2	-8,6%
Créances en souffrance	1 432,6	1 300,6	-9,2%

En MDH	30/06/98	30/06/99	%
Dépôts clientèles	18064,0	19684,5	8,97%
DAV	11140,5	11956,1	7,3%
DAT	5932,8	6737,6	13,6%
Certificats de dépôts	990,8	990,8	0,0%
Provisions	1264,6	1091,4	-13,7%
Résultat net	130,8	141,6	8,2%

On note également une très forte progression du poste débiteurs divers qui résulte de la nouvelle procédure de règlement à J+5 des cessions en bourse. Elle est compensée par l'augmentation des créditeurs divers qui résulte également du règlement J+5 des achats en bourse. Le poste banques inscrites et assimilées a enregistré une augmentation de 695 MDH du fait d'un besoin de trésorerie passager de la banque : à fin septembre 1999, ce poste a été ramené à 27 MDH.

Entre le 30 juin 1998 et le 30 juin 1999, le produit net bancaire a progressé de 2.8%, s'établissant à 666 MDH au terme du premier semestre 1999.

La forte diminution enregistrée par les produits et charges des opérations de change résulte du changement intervenu dans la comptabilisation des opérations de changes devises contre devises réévaluées 2 jours ouvrables après les dates d'opérations. Les fluctuations de cours intervenues entre temps engendrent des pertes et gains de changes de même montant que Wafabank a décidé de compenser. Ce mode comptabilisation, qui n'a aucun impact sur les comptes d'exploitation, permet d'éliminer de produits et charges fictifs dans le but d'affiner l'analyse.

On note par ailleurs une forte progression des opérations de caisse du fait du changement de tarification générale à toute la profession.

Par ailleurs, la croissance des frais généraux a été limitée à 0.8% tandis que les dotations aux provisions ont diminué de 8.7% par rapport au premier semestre de l'exercice 1998, permettant ainsi au résultat d'exploitation de croître de 11.85% tandis que le résultat net a enregistré une progression de 8.2%.

F/ Perspectives d'avenir de WAFABANK

Selon la direction générale de Wafabank, les perspectives d'avenir de la Banque sont les suivantes :

Au niveau des marges, nous nous attendons à une stabilisation des marges en moyenne pondérée, tous segments confondus, voire une légère réduction.

Au niveau de l'activité, nous prévoyons un développement à un rythme satisfaisant grâce à l'implémentation du nouveau plan marketing pour le Marché des Particuliers et des Professionnels.

La poursuite de l'extension de notre réseau par l'ouverture de points de vente spécialisés et la poursuite de notre politique de formation aux techniques bancaires et aux techniques de vente contribueront à la réalisation de cet objectif.

Au niveau de l'asset management, nous continuerons à innover pour consolider nos positions dans ce métier.

Notre plan d'action en direction des entreprises vise l'augmentation de notre part de marché dans les crédits d'équipement, l'activité internationale et l'activité de conseil.

Au niveau des risques, nous continuerons à accorder une attention particulière à la réduction de leurs coûts. Un plan d'action est mis en œuvre à cette fin prévoyant :

- un renforcement des structures pour une meilleure gestion du risque (département des analyses sectorielles, comité d'audit, ALM),
- une amélioration de la sélection des crédits à travers un meilleur rating des entreprises, le crédit scoring pour les particuliers et le retrait progressif des segments risqués,
- et enfin une meilleure organisation du recouvrement.

Au niveau des coûts, l'implémentation en cours du nouveau système d'information utilisant un progiciel Global Banking on line et comprenant un module d'information commerciale CMIS (Customer management information system) ne manquera pas d'avoir un impact sur notre productivité et sur la qualité de notre service. La mise en œuvre à cette occasion des process après leur reengineering contribuera à la réalisation de cet objectif.

Par ailleurs, l'externalisation des opérations à faible valeur ajoutée permettra une réduction des coûts. Dans ce cadre, nous prévoyons notamment l'émission durant cet exercice de 40 000 cartes pour porter à 100 000 le nombre de clients équipés par la carte soit un taux d'équipement de 30%.

Nous poursuivrons enfin le contrôle des coûts de gestion et avons créé à cette fin une unité dédiée à cette fonction.

Au niveau des revenus, parallèlement à la facturation au juste prix de nos services et à l'augmentation de l'équipement de la clientèle en produits, la consolidation de nos positions dans la gestion collective de l'épargne, la bancassurance, l'activité change et obligataire, le corporate finance et dans la monétique, nous permettra d'améliorer encore davantage la part des revenus hors marge d'intérêts dans notre produit net bancaire.

Par ailleurs, en vue d'une utilisation optimale de nos fonds propres, nous envisageons de restructurer notre portefeuille de participations. Comme nous exploiterons toutes les opportunités qu'offrira le marché en matière de grands projets d'infrastructure et télécommunications.

Wafabank prévoit par ailleurs des investissements de l'ordre de 180 MDH par an au cours de la période 1999-2001 essentiellement destinés à l'informatique et au réseau d'agences.

Aussi, en 1999 le PNB de WAFABANK devrait s'établir à 1425.6 MDH en croissance de 8.5%. Nous prévoyons également une progression du résultat net social de 10.6% en 1999 qui devrait donc s'établir à 337.5 MDH.

Comptes consolidés

La consolidation des comptes du Groupe WAFABANK, effectuée pour les exercices 1997 et 1998, permet d'appréhender la surface financière et l'activité du Groupe dans son ensemble.

Activité du Groupe WAFABANK	Part de marché
Dépôts	11,3%
Crédits	13,1%
Intermédiation en bourse	18,0%
Gestion collective de l'épargne	31,3%
Crédits à la consommation	18,0%
Leasing	13,5%
Production crédit immobilier (logement économique exclu)	25,0%

Source : WAFABANK

Les banques, les établissements de crédits et holdings à caractère financier sont intégrés globalement s'ils sont contrôlés au moins à 50% par le Groupe et sont consolidés par mise en équivalence si le Groupe ne détient qu'une participation comprise entre 20% et 50%. Sont également mis en équivalence les entreprises à caractère non financier. Les entreprises dont la consolidation ne présente pas de caractère significatif sont exclues du champ de consolidation.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés en intégration globale	Activité	% d'intérêt	% de contrôle
Wafabank	Banque	100,00	100,00
Wafabail	Leasing	92,93	92,93
Wafa Investissement	Leasing	99,72	99,72
Wafa Patrimoine	Holding	66,00	66,00
Wafa Trust	Gestion de patrimoine	66,00	66,00
Wafa Immobilier	Ingénierie financière	100,00	100,00
Wafa Monétique	Crédit immobilier	100,00	100,00
Wafa Bourse	Gestion de cartes de crédit	66,00*	66,00*
Wafasalaf	Société de bourse	66,00	66,00
Wafa Gestion	Crédit à la consommation	65,00	65,00
Diners Club Maroc	Gestion d'OPCVM	100,00	100,00
	Gestion de cartes de crédit		
Sociétés mises en équivalence			
Wafacom	Communication	91,28	93,33
Wafa Systèmes Finance	Conception et analyse pour le groupe	100,00	100,00
Wafa Trade	Mise en relation commerciale	100,00	100,00
Wafa Foncière	Gestion de patrimoine foncier	100,00	100,00
Wafa Systèmes Data	Facilities management	100,00	100,00
Wafa Systèmes Consulting	Conception et analyse hors groupe	100,00	100,00
Finatel	Immobilier touristique et de loisir	96,59	96,67
Sifap	Fabrication de papier	67,23	67,45

*89% à partir de 1999

Bilan

Au terme de l'exercice 1998, le total bilan du Groupe WAFABANK s'établit à 30 270 MDH en progression de 8.5% par rapport à 1997.

L'encours de crédits à clientèle qui représente 58.7% de l'actif a enregistré une croissance de 12.98% entre 1997 et 1998. Comme le montre le tableau ci-dessous, la part des crédits distribués par la Banque par rapport à l'encours global de crédits a légèrement progressé en 1998 passant de 77.96% à 78.68%.

Origine des crédits du Groupe WAFABANK (MDH)	1998		1997	
	VALEUR	PART	VALEUR	PART
WAFABANK	13988,9	78,68%	12268,6	77,96%
WAFASALAF	2278,9	12,82%	1859,4	11,82%
WAFABAIL	985,1	5,54%	1015	6,45%
Wafa IMMOBILIER	392,6	2,21%	311,4	1,98%
AUTRES	134,5	0,76%	282,9	1,80%
TOTAL	17780,0	100,00%	15737,3	100,00%

Au niveau du passif, les dépôts bancaires sont toujours prédominants avec un poids de 59.9% en progression de 8.4% entre 1997 et 1998.

Les fonds propres ont progressé de 11.33 % s'établissant à 2728.7 MDH au terme de l'exercice 1998.

Compte de résultat

Le compte de résultat consolidé du Groupe WAFABANK fait ressortir une forte progression du PNB en 1998 (+13.4%) due essentiellement à une diminution de 8% des charges d'exploitation bancaires et à une progression de 3.6% des produits d'exploitation bancaires.

Origine du PNB	1998		1997	
	VALEUR	PART	VALEUR	PART
WAFABANK*	1283,5	68,64%	1175,9	71,34%
WAFASALAF	285,5	15,27%	243,7	14,78%
WAFABAIL	90,2	4,82%	93,4	5,67%
Wafa GESTION	63,4	3,39%	32,7	1,98%
Wafa IMMOBILIER	50,4	2,70%	38,2	2,32%
Wafa MONETIQUE	41,6	2,22%	33,0	2,00%
Wafa BOURSE	37,5	2,01%	19,4	1,18%
Wafa TRUST	6,1	0,33%	3,8	0,23%
Wafa PATRIMOINE	9,3	0,50%	5,4	0,33%
AUTRES	2,4	0,13%	2,8	0,17%
TOTAL	1869,9	100,00%	1648,3	100,00%

*y compris Wafa Investissement compte tenu du transfert en cours de son portefeuille à WAFABANK.

La contribution de la marge d'intérêts diminue en 1998 passant de 63.7% en 1997 à 60.7%. En contrepartie, la contribution des autres revenus progresse de 36.3% à 39.3%.

Par ailleurs, les frais généraux ont enregistré une hausse de 8.3% et les dotations aux provisions pour créances en souffrance ont progressé de 7.9%.

Le résultat net consolidé 1998 s'établit donc à 377.3 MDH, soit +8.26% par rapport à 1997. Notons que cette progression est portée à 17.65% s'il l'on retraits le résultat du Groupe de la contribution libératoire exceptionnelle de 32.7 MDH.

Le résultat net consolidé part du groupe est en progression de 7.8% après contribution libératoire et de 17.16% hors contribution libératoire ; WAFASALAF représentant 9.85% de ce résultat en 1998 contre 11.68% en 1997.

Origine du résultat consolidé du groupe	1998		1997	
	VALEUR	PART	VALEUR	PART
WAFABANK	252	66,77%	234,0	67,14%
WAFASALAF	51,7	13,70%	56,8	16,30%
WAFABAIL	13,4	3,55%	24,5	7,03%
WAFAGESTION	25,0	6,62%	12,7	3,64%
WAFAIMMOBILIER	6,7	1,78%	3,6	1,03%
WAFAMONETIQUE	9,2	2,44%	5,6	1,61%
WAFABOURSE	10,4	2,76%	6,1	1,75%
WAFATRUST	0,6	0,16%	0,8	0,23%
WAFAPATRIMOINE	-0,1	-0,03%	-1,3	-0,37%
AUTRES	8,5	2,25%	5,7	1,64%
TOTAL	377,4	100,00%	348,5	100,00%

*y compris Wafa Investissement compte tenu du transfert en cours de son portefeuille à WAFABANK.

Origine du résultat net part du groupe	1998		1997	
	VALEUR	PART	VALEUR	PART
WAFABANK*	251,8	72,71%	234,0	72,87%
WAFASALAF	34,1	9,85%	37,5	11,68%
WAFAGESTION	16,3	4,71%	8,2	2,55%
WAFABAIL	12,4	3,58%	22,8	7,10%
WAFAMONETIQUE	9,2	2,66%	5,6	1,74%
WAFABOURSE	6,9	1,99%	4,0	1,25%
WAFAIMMOBILIER	6,7	1,93%	3,6	1,12%
WAFATRUST	0,4	0,12%	0,5	0,16%
WAFAPATRIMOINE	0,0	0,00%	-0,8	-0,25%
AUTRES	8,5	2,45%	5,7	1,78%
TOTAL	346,3	100,00%	321,1	100,00%

*y compris Wafa Investissement compte tenu du transfert en cours de son portefeuille à WAFABANK.

WAFASALAF, filiale du Groupe WAFABANK spécialisée dans le crédit à la consommation, est également la plus importante filiale du Groupe avec une contribution au résultat net part du groupe de 34.1 MDH en 1998.

En 1998, WAFASALAF a réalisé une production de 1529 MDH, soit une progression de 16% par rapport à 1997 et une part de marché globale de 18%.

Les prêts non affectés ou prêts personnels ont enregistré une progression plus faible que les prêts affectés (automobile et équipement des ménages), mais représentent toujours 58% des financements.

WAFASALAF occupe une place prépondérante dans l'équipement des ménages, filière où la production a enregistré une croissance de 145% en 1998 contre 26% pour le secteur.

Au niveau de l'automobile, le partenariat engagé dans ce domaine avec les principales marques automobiles, et notamment avec Fiat Auto Maroc, lui a permis de faire progresser sa production de 14% en 1998.

L'année 1998 a également connu une augmentation du coût du risque. Cela est dû notamment au fait que le financement en faveur de la clientèle bancaire et le financement automobile, qui sont plus risqués, ont pris ces dernières années une proportion plus importante dans la production de WAFASALAF.

Aussi, des mesures ont été mises en place, visant à assurer un meilleur suivi du risque aussi bien par le biais du renouvellement de ses grilles de score que par l'affinage de la procédure de recouvrement et la formation spécialisée du personnel.

WAFASALAF enregistre ainsi en 1998 une progression de son chiffre d'affaires de 20.75% associée à une croissance moindre des frais généraux de 8% et des frais financiers de 17.4% ce qui lui permet d'afficher un résultat brut d'exploitation en hausse de 22.7%. Son résultat net est passé de 50.2 MDH en 1997 à 55.3 MDH en 1998, soit une progression de 10.06%.

Au cours des prochaines années, WAFASALAF entend poursuivre une politique de développement pour s'affirmer en tant que leader du crédit à la consommation au Maroc, grâce à la conquête de nouveaux marchés et à la fidélisation de la clientèle. Pour cela elle s'appuie sur une technologie avancée et des formules de produits innovatrices et avantageuses pour répondre aux besoins de sa clientèle à la fois en prêts personnels, en automobile et en équipement du foyer.

WAFAGESTION est une filiale spécialisée dans la gestion de capitaux pour compte de tiers et couvre trois domaines d'activité :

- La gestion collective, notamment le développement et la gestion de SICAV et de FCP ;
- La gestion privée sous forme de mandat ou de structures dédiées à destination d'une clientèle de particuliers et d'institutionnels ;
- Le conseil en gestion de patrimoine et de placement.

Grâce à une gamme d'OPCVM diversifiée (12 OPCVM grand public et 9 OPCVM dédiés), WAFAGESTION est aujourd'hui leader de la gestion de l'épargne au Maroc avec plus de 30% de part de marché.

L'actif géré par WAFAGESTION s'établit à 8 255 MDH à la fin 1998 et à 9 777 MDH au 31/03/99 réparti comme suit : 56% obligataire, 20% monétaire, 17% actions et 7% diversifié.

Le résultat d'exploitation de WAFAGESTION enregistre une progression de 108.1% pour s'établir à 33.9 MDH en 1998. Malgré une progression des charges d'exploitation de 87.6%, le résultat net de WAFAGESTION est porté de 12.1 MDH en 1997 à 25.3 MDH en 1998. Sa contribution au résultat net part du Groupe progresse ainsi de 2.7% en 1997 à 4.7% en 1998.

Pour **WAFABAIL**, filiale du Groupe WAFABANK spécialisée dans le leasing, l'année 1998 s'est inscrite dans la continuité de la rigueur en matière de gestion du risque.

En effet WAFABAIL a maintenu son extrême sélectivité en ce qui concerne l'octroi de financements nouveaux et sa politique de provisionnement ce qui s'est traduit en 1998 par une progression des provisions nettes de 73% et une baisse de la production de 13% ; la production en crédit-bail mobilier qui représente près de 97% des réalisations globales de la société a enregistré une diminution de 13.4%. Sa part de marché s'en trouve réduite, passant de 15.4% en 1997 à 13.5% en 1998.

Le résultat net de WAFABAIL s'établit à 9.7 MDH en 1998, soit une baisse de 57% par rapport à 1997. Rappelons toutefois qu'à l'instar des autres entités du Groupe WAFABANK, WAFABAIL a souscrit à la contribution libératoire pour un montant de 4.7 MDH. Sa contribution au résultat net part de Groupe est donc ramenée de 7.1% en 1997 à 3.6% en 1998.

Notons également que l'encours de crédit de WAFABAIL représente près de 13% de l'encours global du Groupe en 1998.

WAFAMONETIQUE est une filiale spécialisée dans l'émission et la gestion des moyens de paiement plastiques et électroniques qui compte aujourd'hui près de 65 guichets automatiques déployés sur les principales villes du Royaume, reliés et télésurveillés par un serveur central. Créée en 1991, cette structure, première du genre au Maroc, est membre des principales associations de cartes internationales à savoir Visa, Mastercard et Diners Club et à ce titre est émetteur et acquéreur des principaux produits conçus par ces associations.

WAFAMONETIQUE a lancé en juin 1997 pour la première fois au Maroc et en Afrique la carte Electron, carte de paiement fonctionnant en mode on-line.

WAFAMONETIQUE assure également l'acceptation de ces cartes auprès d'un vaste réseau d'établissements dont elle assure le traitement du chiffre d'affaires cartes.

En 1994, WAFAMONETIQUE a acquis le réseau de guichet WAFABANK dont elle assure la refonte, l'extension ainsi que l'ouverture aux principaux réseaux internationaux.

Par ailleurs, WAFAMONETIQUE met à la disposition des clients du Groupe WAFABANK des services télématiques tels que le serveur audiotex « Allô mon compte ».

Depuis 1995, WAFAMONETIQUE est le représentant au Maroc du numéro un mondial de transfert de fonds : Western Union.

Au terme de l'exercice 1998, WAFAMONETIQUE a réalisé un volume de transactions de 1728 MDH, soit en progression de 37% par rapport à 1997 ; le nombre de cartes en circulation ayant augmenté de 9% (62 326 cartes). Son résultat net après contribution libératoire a enregistré une hausse de 43%, s'établissant à 10.25 MDH (résultat consolidé Wafa Monétique et Diners Club Maroc).

Hors Diners Club Maroc, le résultat net de la filiale s'établit à 9.5 MDH, soit une progression de 48% par rapport à 1997. Ce résultat contribue à hauteur de 2.7% au résultat net part du Groupe de WAFABANK contre 1.8% en 1997.

Les métiers de **Wafa BOURSE** couvrent les domaines suivants :

- Le conseil en placements boursiers ;
- L'intermédiation boursière ;
- L'analyse et la recherche sur les sociétés cotées à la Bourse de Casablanca ;
- Le montage juridique et financier des opérations d'introductions en bourse ;
- Le conseil et le placement en matière d'émissions primaires ;
- Les opérations de placements boursiers pour compte propre ;
- La gestion sous mandat.

Au terme de l'exercice 1998, Wafa Bourse a porté sa part de marché de 13% (en 1997) à plus de 18% grâce à un volume de transactions de 10.5 milliards DH, se situant ainsi au rang de leader de la profession des sociétés de bourse.

Le résultat net s'établit à 10.3 MDH en 1998, en progression de 66.7% par rapport à 1997, grâce à une croissance de son chiffre d'affaires de 115% et de ses revenus de trading de 12.3%, et ce malgré une augmentation des frais généraux de 119% du fait des investissements importants réalisés durant cet exercice.

La contribution de Wafa BOURSE au résultat net part du Groupe de Wafabank s'établit à 2.0% en 1998, contre 1.2% en 1997.

Wafa Immobilier est une société de financement spécialisée dans la distribution de crédit pour l'acquisition, la construction de logements, de bureaux ou de locaux commerciaux. Elle intervient également dans le financement de la promotion immobilière. Wafa Immobilier dispose aujourd'hui d'une expertise, d'une panoplie de produits qui répond à toutes les attentes de la clientèle ciblée et de représentations commerciales dans les régions à fort potentiel (Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech et Agadir).

Depuis 1997, la part de marché de Wafa Immobilier dans la production du crédit acquéreur (hors Habitation Bon Marché) est de 25%.

En dépit du ralentissement de l'activité dans le secteur de l'immobilier au Maroc en 1998, Wafa Immobilier a pu enregistrer des performances appréciables. En effet, la production en 1998 a totalisé 439.5 MDH, contre 354.5 MDH en 1997, soit une progression de 24%, portant ainsi l'encours géré par Wafa Immobilier à 1 145 MDH (dont 779 MDH sont portés par Wafabank) lui permettant de conforter son équilibre financier. Le résultat brut d'exploitation a enregistré une croissance 38% en 1998, s'établissant à 13.3 MDH et permettant de dégager un résultat net de 8.2 MDH, soit plus 10% par rapport à l'exercice précédent.

L'encours de crédits de Wafa Immobilier représente 2.21% de l'encours global du Groupe en 1998, contre 1.98% en 1997.

La contribution de Wafa Immobilier au résultat net par du Groupe de Wafabank s'établit à 1.9% en 1998 contre 1.1% en 1997.

Les perspectives pour l'année 1999 restent assujetties à une meilleure évolution de l'activité du secteur immobilier qui, depuis le premier trimestre et à l'instar des autres activités économiques, enregistre une nette tendance au ralentissement. Afin de relancer et de promouvoir son activité, Wafa Immobilier envisage de développer en 1999 une stratégie de communication plus percutante et originale qui devrait lui permettre de contrecarrer les actions récentes de la concurrence et de soutenir efficacement son action commerciale.

WAFATRUST, banque d'affaires conseil du Groupe WAFABANK exerce les métiers suivants :

- Les fusions - acquisitions ;
- Les introductions en bourse ;
- Les redressements et restructurations d'entreprises ;
- Le conseil dans les financements de projets ;
- Les privatisations.

Au terme de l'exercice 1998, les produits d'exploitation de WAFATRUST ont enregistré une progression de 71.8% s'établissant à 6.4 MDH. Cependant, en raison d'une forte croissance des frais généraux, le résultat net de la société a été ramené de 0.75 MDH à 0.69 MDH.

La contribution de WAFATRUST au résultat net part du Groupe est donc passée de 0.2% en 1997 à 0.1% en 1998. Notons cependant que la contribution de cette filiale au PNB du Groupe a progressé en 1998 (0.33% contre 0.23% en 1997).

WAFAPATRIMOINE avait un impact légèrement négatif sur le résultat net part du Groupe en 1997 et un impact nul en 1998. Ces résultats sont satisfaisants dans la mesure où ils dépassent déjà largement les prévisions ; la gestion de patrimoine étant un concept nouveau qui nécessite du temps et dont la rentabilité est obtenue à moyen/ long terme. Les 42 gestionnaires de patrimoine de la filiale gèrent au 31/12/98 un actif de 300 MDH, les commissions encaissées ayant progressé de 49% par rapport à 1997.

WAFAINVESTISSEMENT, filiale du Groupe spécialisée dans les restructurations d'entreprises, les prises de participations et la promotion des investissements n'interviendrait plus que dans le cas où le Groupe aurait à gérer un grand projet d'infrastructure tel que la 2^{ème} licence GSM : le transfert de son portefeuille vers la Banque est déjà entamé. En effet, le Groupe WAFABANK désire limiter son activité dans le métier de capital développement.

IV – Commentaires de la direction générale de WAFABANK⁴

L'augmentation de capital réservée au Groupe Crédit Agricole témoigne de la confiance et de l'intérêt que celui-ci porte à WAFABANK et de son intention de s'impliquer avec les autres actionnaires dans son développement. C'est un signal fort qui répond à notre vœu constant de renforcer les liens de partenariat avec ce grand groupe.

En effet, le Crédit Agricole constitue la première banque française. Il contrôle plus de 22% à lui seul de la collecte de dépôts sur le marché français et il dispose du plus grand réseau d'agences, avec plus de 8 000 points de vente. Le crédit Agricole est, par ailleurs, non seulement une très grande banque de proximité, mais, elle est devenue aussi une banque significative sur le marché de la grande clientèle et sur le marché international, notamment, depuis l'acquisition de la Banque Indosuez.

Aujourd'hui, le Crédit Agricole affiche très clairement sa volonté d'être une banque universelle à l'échelon mondial. Son réseau de succursales, de filiales, de banque affiliées, se trouve aujourd'hui représenté dans les cinq continents.

En conséquence, il constitue pour WAFABANK un partenaire d'une très grande qualité et nous sommes persuadés que sa contribution au développement de WAFABANK, à travers, toutes les synergies que nous sommes en train d'exploiter, sera très bénéfique pour la Banque et pour ses actionnaires. C'est la raison pour laquelle, le conseil a invité les actionnaires à renoncer à leur droit de souscription en sa faveur.

⁴ Sources des données relatives au Crédit Agricole Indosuez : le Crédit Agricole Indosuez

V - Facteurs de risques

Risques afférents à la société et à son secteur

Risques d'activité :

- La baisse des taux de crédits à la clientèle dans le sillage de la baisse des taux d'intérêt des émissions du Trésor Public pèse sur les marges d'intermédiation des banques.
- La diminution structurelle de l'encours des dépôts non rémunérés au profit des dépôts rémunérés ou des produits financiers et boursiers (OPCVM, actions, obligations, TCN,...), va mécaniquement renchérir le coût des ressources du système bancaire.

Dispositif de contrôle des risques :

La gestion et l'exposition de la Banque aux risques d'activités repose sur un dispositif de mesure, de suivi et de contrôle des différents engagements. Ce dispositif concerne tous les risques de marché, de crédit, de taux et de change.

Un Comité des Risques, auquel participent des membres de la direction générale, définit la politique de risques de la Banque, en arrête les orientations et en suit les évolutions.

Les positions de risques prises se situent à l'intérieur des limites déterminées en fonction d'une évaluation rigoureuse et prudente des niveaux d'engagements jugés compatibles avec les profits normalement attendus et les fonds propres exigés par ces activités, conformément aux dispositions mises en place pour les banques dans le cadre du Dahir portant Loi n°1-93-147 du 15 moharram 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédits et à leur contrôle, aux décisions réglementaires de la Banque Centrale et aux règles internes de la Banque.

Faits exceptionnels et litiges

A la date d'établissement de la présente Note d'Information, WAFABANK ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation nette.

VI – Annexes

Comptes sociaux de WAFABANK

Résumé des principales pratiques comptables

- Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire à des taux déterminés selon la durée de vie estimée des immobilisations. Les frais d'établissement sont amortis sur 5 ans, les constructions sur 20 ans et les mobiliers, matériels et installations sont amortis sur des durées comprises entre 4 ans et 10 ans.

- Titres de placement et de participation

Les titres de placement et de participation sont enregistrés à leur valeur d'acquisition. Les titres ayant subi une baisse de valeur font l'objet d'une provision pour dépréciation classée au passif du bilan. Les normes marocaines ne requièrent pas la consolidation des comptes.

- Opérations en devises étrangères

Les soldes en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont constatés au compte de résultat à l'exception des éléments pour lesquels le risque de change est supporté par l'Etat et des dotations aux succursales et ce conformément au plan comptable bancaire en vigueur.

- Crédits à la clientèle

Conformément au plan comptable bancaire marocain, ces crédits sont classés en :

- Crédits à court terme dont la durée initiale est inférieure ou égale à deux ans ;
- Crédits à moyen terme dont la durée initiale est comprise entre deux et sept ans ;
- Crédits à long terme dont la durée initiale est supérieure à sept ans.

Les créances en souffrance sont classées et provisionnées selon les instructions de Bank Al Maghrib (Banque Centrale) qui prévoit, d'une part, le classement de ces créances en pré-douteuses, douteuses et compromises en fonction de plusieurs critères, et d'autres part, le provisionnement de ces trois dernières catégories à hauteur respectivement de 20%, 50% et 100%, compte tenu de quotités fixées pour les garanties détenues.

- Impôts sur les Sociétés (IS)

Le taux de l'Impôts sur les Sociétés (IS) pour les banques est de 39.6%. Il est payable trimestriellement selon un système d'acomptes provisionnels. Les dividendes perçus des participations sont exonérés et les plus-values sur cessions d'immobilisations font l'objet d'abattement selon leur durée de détention. La prescription fiscale est de 4 ans. Toutefois, la banque ayant opté pour la contribution libératoire en matière d'IS instauré par la Loi de Finances 1998-1999, les exercices antérieurs à 1998 sont prescrits. Cette contribution libératoire, de DH 19 824 465, a été constatée en pertes exceptionnelles.

Bilan

LIBELLE ACTIF	AU 31/12/98	AU 31/12/97	AU 31/12/96
Valeurs en caisse	333 372 072	325 741 318	198 257 855
Bank Al-Maghrib. Trésor Public. Service des chèques postaux.	1 652 315 858	969 463 515	826 536 027
Banques inscrites et assimilées	6 955 125	207 591 517	7 072 817
Organismes financiers spécialisés.			
Intermédiaires financiers à l'étranger	182 714 948	167 120 408	107 555 396
Refinancement d'intermédiaires financiers.			
Bons du trésor	4 378 313 061	3 847 335 493	3 011 711 667
Crédits à la clientèle à court terme..	8 988 930 289	7 688 418 272	7 396 952 220
Crédits à la clientèle à moyen et long terme	3 923 184 359	3 327 098 573	2 482 892 473
Crédits à la clientèle : créances non classées.	525 242 384	594 247 089	372 164 672
Créances en souffrance	1 395 499 177	1 390 444 345	860 701 342
Valeurs à l'encaissement	1 644 926 282	2 316 401 066	2 015 106 341
Opérations sur titres	80 982 582	4 280 605	2 335 167
Débiteurs divers.	105 645 115	130 723 641	123 697 253
Comptes de régularisation	336 863 970	278 073 952	288 973 958
Comptes d'ordre et comptes de liaison.	207 173 643	238 660 177	56 061 441
Titres de placement	1 685 143 460	1 880 106 861	1 594 082 169
Titres de participation & emplois assimilés	907 102 025	830 867 583	908 013 668
Immobilisations nettes.	891 877 764	893 501 906	554 094 881
Frais d'établissement nets	11 905 917	7 044 800	1 199 353
Actionnaires			
Report à nouveau			
Pertes de l'exercice			
TOTAL ACTIF	27 258 148 031	25 097 121 121	20 807 408 700

LIBELLE PASSIF	AU 31/12/98	AU 31/12/97	AU 31/12/96
Bank Al-Maghrib - Avances Trésor Public.			
Accord Prêts BIRD	23 207 316	16 757 297	18 289 109
Banques inscrites et assimilées	1 023 200 038	19 368 968	336 581 250
Organismes financiers spécialisés			
Intermédiaires financiers à l'étranger	551 855 486	744 772 433	504 884 949
Valeurs remises au réescompte et en pension	565 000 000		940 000 000
Comptes de chèques.	5 689 887 298	4 824 218 365	3 861 542 525
Comptes courants	3 151 259 233	3 562 020 219	2 411 855 486
Comptes sur carnets.	2 243 350 410	1 975 672 347	1 335 808 649
Comptes à terme.	5 203 777 147	4 460 214 285	3 849 049 059
Autres comptes créditeurs de la clientèle	553 215 332	468 939 073	419 775 829
Bons à échéance Fixe	1 365 342 119	1 513 762 212	984 938 900
Certificats de dépôt	990 750 000	990 750 000	1 010 250 000
Exigibles après encaissement	1 081 564 466	1 919 012 166	1 638 934 260
Opérations sur titres et versements à effectuer sur titres non libérés			
Créditeurs divers	212 713 750	180 633 241	234 724 414
Comptes de régularisation	338 439 140	341 051 619	262 354 982
Comptes d'ordre et comptes de liaison	628 463 821	492 174 601	315 944 938
Emprunts obligataires et assimilés			
Provisions.	1 102 519 237	1 226 882 654	786 927 382
Réserves	1 543 116 698	1 385 278 427	1 044 823 127
Capital.	602 430 000	602 430 000	553 150 000
Report à nouveau.	83 045 649	78 302 408	55 561 335
Bénéfices de l'exercice	305 010 891	294 880 806	242 012 506
TOTAL PASSIF	27 258 148 031	25 097 121 121	20 807 408 700

Hors bilan

	AU 31/12/98	AU 31/12/97	AU 31/12/96
Acceptations données en faveur de la clientèle	255 407 273	780 296 530	789 616 867
Autres engagements par signature en faveur de la clientèle	5 142 380 643	5 539 786 411	5 082 933 095
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	1 769 154 603	1 238 027 301	1 243 600 694
Engagements par signature reçus d'intermédiaires financiers	2 095 693 451	3 180 219 918	1 941 968 161
Crédits ouverts à la clientèle confirmés	968 150 000	1 127 508 000	451 499 000
Valeurs données en garantie	62 040 000	65 700 000	62 040 000
Engagements de change au comptant	811 257 859	464 306 692	562 155 865
Engagements de change à terme	188 442 817	18 477 873	51 510 498

Comptes d'exploitation générale

LIBELLE CREDIT	AU 31/12/98	AU 31/12/97	AU 31/12/96
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 103 526 180	2 155 841 437	1 661 792 133
PRODUITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DES OPERATIONS AVEC LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	330 960 253	331 767 328	245 805 581
Intérêts perçus sur comptes de Bank Al-Maghrib. du Trésor public et du Service des chèques postaux			15 771 490
Intérêts perçus sur comptes d'autres intermédiaires financiers	45 355 325	46 738 607	
Intérêts perçus sur effets reçus au réescompte			
Intérêts perçus sur effets et bons du Trésor reçus en pension	284 576 515	284 050 730	229 168 722
Intérêts perçus sur bons du Trésor	1 028 413	977 991	865 369
Commissions perçues sur opérations de trésorerie et sur opérations avec les intermédiaires financiers			
INTERETS PERCUS SUR CREDIT A LA CLIENTÈLE	1 243 656 403	1 254 165 779	1 025 741 737
Intérêts perçus sur comptes débiteurs	522 526 296	530 165 650	452 899 828
Intérêts perçus sur crédits de trésorerie	229 725 521	251 129 861	218 206 451
Intérêts perçus sur autres crédits à court terme	87 274 033	111 702 486	109 674 501
Intérêts perçus sur crédits à moyen terme	323 271 379	274 105 259	195 020 704
Intérêts perçus sur crédits à long terme	64 197 683	71 313 278	42 319 699
Intérêts perçus sur créances douteuses et contentieuses	16 559 917	13 364 205	7 516 693
Intérêts divers	101 574	2 385 040	103 861
AUTRES PRODUITS SUR OPERATIONS BANCAIRES	528 909 524	569 908 330	390 244 815
Commissions de tenue de comptes	13 331 144	11 348 150	8 541 156
Commissions sur opérations de portefeuille Maroc et étranger	9 440 118	9 035 745	5 785 079
Produits des opérations sur titres et or	23 527 839	19 082 314	15 355 385
Produits des opérations de change et de transfert	87 037 104	150 291 935	54 617 207
Commissions d'engagements	63 676 694	66 843 265	69 649 775
Produits des opérations de caisse	2 272 332	1 666 519	1 027 850
Produits des opérations diverses	416 287	437 965	318 097
Produits du portefeuille titres et de l'or	314 612 645	295 369 830	217 568 402
Produits et commissions divers	14 595 361	15 832 607	17 381 864
PRODUITS ACCESSOIRES	49 659 887	44 433 305	39 650 201
TOTAL CREDIT	2 153 186 067	2 200 274 742	1 701 442 334
BALANCE (solde déficitaire)			
TOTAL GENERAL	2 153 186 067	2 200 274 742	1 701 442 334

LIBELLE DEBIT	AU 31/12/98	AU 31/12/97	AU 31/12/96
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	789 399 850	894 689 519	620 620 158
CHARGES DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DES OPERATIONS AVEC LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	64 519 319	91 159 896	110 142 683
Intérêts servis sur comptes de Bank Al-Maghrib, du Trésor Public et du Service des chèques postaux	925 460	1 031 950	1 514 006
Intérêts servis sur comptes d'autres intermédiaires financiers	44 964 915	56 315 600	51 537 094
Intérêts servis sur valeurs données au réescompte			
Intérêts servis sur valeurs données en pension	18 468 309	33 554 978	56 969 181
Commissions servies sur opérations de trésorerie et sur opérations avec les intermédiaires financiers	160 635	257 368	122 402
CHARGES SUR COMPTES ET BONS DE LA CLIENTELE	685 398 108	708 472 318	485 428 097
Intérêts servis sur comptes de chèques	8 932 557	9 233 200	2 877 939
Intérêts servis sur comptes courants	14 901 448	13 141 843	4 380 959
Intérêts servis sur comptes sur carnets	119 231 270	117 061 392	81 075 196
Intérêts servis sur comptes à terme et bons à échéance fixe	542 332 833	569 035 883	397 094 003
AUTRES CHARGES SUR OPERATIONS BANCAIRES	39 482 423	95 057 305	25 049 378
Charges des opérations sur titres de placement	2 805 842	1 300 656	839 708
Charges des opérations de change	11 072 758	78 356 566	8 467 203
Charges sur engagements par signature			
Intérêts servis sur emprunts obligataires et emplois assimilés			
Moins-values sur comptes d'or et de titres de placement			
Charges sur opérations diverses	25 603 823	15 400 083	15 742 467
FRAIS GENERAUX	603 913 093	580 021 162	451 708 335
CHARGES DE PERSONNEL	370 535 729	366 263 945	269 739 336
Salaires et appointements, gratifications primes et indemnités	298 951 056	294 129 166	
Charges patronales : assurances sociales et caisses de retraites	57 632 038	58 813 376	
Charges de formation	10 228 138	9 294 824	8 493 173
Autres charges de personnel	3 724 497	4 026 579	3 934 343
IMPOTS ET TAXES	12 342 114	11 862 593	8 333 921
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	221 035 250	201 894 624	173 635 078
Loyers et charges locatives	19 670 582	16 980 095	11 628 199
Entretien, réparations et autres travaux fournitures et services extérieurs	87 726 351	86 414 849	81 247 047
Transports et déplacements	9 573 823	6 606 035	4 254 908
Frais de publicité	27 382 222	15 079 096	21 789 072
Autres frais divers de gestion	76 682 272	76 814 549	54 715 852
CREANCES IRRECUPERABLES NON COUVERTES PAR LES PROVISIONS	21 042 797	8 273 172	3 472 482
Dotations aux amortissements	103 394 638	95 197 862	91 669 739
Dotations aux provisions	250 791 789	259 134 101	210 000 000
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	3 908 489	3 054 306	1 499 278
TOTAL du débit	1 772 450 656	1 840 370 122	1 378 969 992
BALANCE (solde bénéficiaire)	380 735 411	359 904 620	322 472 342
TOTAL GÉNÉRAL	2 153 186 067	2 200 274 742	1 701 442 334

Comptes de pertes et profits

LIBELLE DEDIT	AU 31/12/98	AU 31/12/97	AU 31/12/96
Perte d'exploitation générale	11 580 000	11 069 000	33 576 636
Dotations aux provisions "hors exploitation	256 422 067	126 612 783	8 293 496
Créances irrécupérables couvertes par des provisions	31 039 453	10 738 389	967 382
Charges et pertes exceptionnelles	21 957 594	19 775 006	13 315 573
Charges et pertes sur exercices antérieurs	59 511	915 134	2 527 031
Moins - values sur réalisations de titres de participation, de filiales et d'immobilisations			
IMPOTS SUR LES SOCIÉTÉS	148 432 316	141 728 072	111 770 458
	469 490 941	310 838 384	170 450 576
TOTAL DU DEBIT	305 010 891	294 880 806	242 012 506
PROFITS DE L'EXERCICE	774 501 832	605 719 190	412 463 082
TOTAL GENERAL			

LIBELLE CREDIT	AU 31/12/98	AU 31/12/97	AU 31/12/96
Bénéfice d'exploitation générale	380 735 411	359 904 620	322 472 342
Récupérations de créances amorties	517 583	5 427 282	596 019
Reprises de provisions utilisées	256 422 067	126 612 783	8 293 496
Reprises de provisions devenues disponibles.	117 266 818	102 599 168	75 606 616
Produits exceptionnels de l'exercice.	1 597 460	1 410 589	1 529 956
Produits sur exercices antérieurs	14 202 660	8 306 209	2 889 206
Plus - values sur réalisations de titres de participation, de filiales et d'immobilisations	3 759 833	1 458 539	1 075 447
	774 501 832	605 719 190	412 463 082
TOTAL DU DEBIT			
PROFITS DE L'EXERCICE	774 501 832	605 719 190	412 463 082
TOTAL GENERAL			

Tableau des titres de participation et emplois assimilés 1998

	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital	Prix d'acquisition global	Provision	Valeur comptable nette	Produits inscrits au CPC de l'exercice
RAISON SOCIALE	1	2	3	4	5	6	7
I. Participation au capital							
SOUK AL MOUHAJIR	Distribution	6 500 000	15.25%	991 200		991 200	
FINATEL	Promotion Touristique	60 000 000	69.67%	41 800 000		41 800 000	
MEDI TRADE	Trading	1 200 000	20.00%	240 000		240 000	
S C I AL MIFTAH	Immobilier	100 000	100.00%	243 540		243 540	
WAFASYSTEMES DATA	Informatique	1 500 000	100.00%	1 500 000		1 500 000	3 438 500
DINERS CLUB DU MAROC	Gestion de cartes de paiement	1 500 000	100.00%	1 675 000		1 675 000	
WAFACOM	Communication	3 000 000	85.00%	2 550 000		2 550 000	
WAFAGESTION	Gestions de capitaux	4 000 000	65.00%	2 678 750		2 678 750	3 828 500
WAFATRUST	Financement	10 000 000	33.50%	3 350 000		3 350 000	
WAFASYSTEMES CONSULTING	Conseil en systèmes informatiques	5 000 000	100%	4 994 000		4 994 000	
WAFAPATRIMOINE	Gestion de patrimoine	10 000 000	66.00%	6 600 000		6 600 000	
WAFABOURSE	Intermédiation de bourse	10 000 000	66.00%	6 823 125		6 823 125	1 929 034
AGENA MAGHREB	Vente de matériel	11 000 000	74.95%	8 245 000	8 212 000	33 000	
WAFASYSTEMES FINANCE	Ingénierie informatique	10 000 000	100.00%	10 340 000		10 340 000	3 250 000
WAFAIMMOBILIER	Crédit Immobilier	40 000 000	100.00%	40 700 000		40 700 000	
WAFAMONETIQUE	Gestion de la monétique	30 000 000	100.00%	30 000 000		30 000 000	3 300 000
WAFAFONCIERE	Gestion immobilière	50 000 000	100.00%	50 000 000		50 000 000	
WAFATRADE	Opérations de négoce	55 000 000	100.00%	55 000 000	55 000 000	0	
WAFASALAF	Crédit à la consommation	100 000 000	66.00%	66 000 000		66 000 000	16 500 000
WAFABAIL	Crédit-bail	90 000 000	92.93%	119 871 800		119 871 800	10 036 416
WAFAINVESTISSEMENT	Holding de promotion des investissements	250 000 000	99.72%	252 150 000		252 150 000	50 000 000
2. Comptes courants associés							
G.P.B.M.	Association bancaire			3 160 172		3 160 172	
3. Dotations de succursales à l'étranger							
WAFACAMBIO	Change manuel	14 000 000 ESP		962 598		962 598	
SUCCURSALE DE BRUXELLES	Banque	400 000 000 BEF		107 586 000	60 000 000	47 586 000	
				817 461 185	123 212 000	694 249 185	92 282 450

(*) Si le pourcentage de détention est supérieur ou égal à 5% du capital ou supérieur ou égal à 2.000.000 DH

Tableau des provisions d'exploitation 1998

INTITULE	Montant au début de l'exercice	Dotations aux provisions au titre de l'exercice	Reprises sur provisions utilisées	Reprises sur provisions devenues disponibles	Montants a la fin de l'exercice
	1	2	3	4	5 = 1 + 2 - 3 - 4
Provisions pour dépréciation des titres de participation	64 096 760				64 096 760
Provisions pour dépréciation des titres de filiales	65 729 800			6 404 560	59 325 240
Provisions pour dépréciation des titres de placement					
Provisions pour dépréciation des matières d'or					-
Provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation	1 454 772				1 454 772
Provisions pour créances douteuses et compromises	1 079 473 522	250 791 789	256 422 067	(*)116 236 377	957 606 867
Provisions pour litiges	1 263 202			1 263 202	
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour pertes de change					-
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					-
Provisions pour risques généraux					-
Provisions ayant supporté l'impôt					-
TOTAL	1 212 018 056	250 791 789	256 422 067	123 904 139	1 082 483 639

(*) Dont remboursement a BBV suite recouvrement clientèles sur créances douteuses (cf. protocole fusion du 10/12/1996)

Tableau des créances en souffrances

Créances	Crédit par décaissement	Crédit par signature	Montant	Provision crédit par décaissement	Provision par crédit signature	Provision
	1	2	3 = 1 + 2	4	5	6 = 4 + 5
Créances prédouteuses						
Créances douteuses	381 522 446	4 168 328	385 690 774	200 694 458	7 968 465	208 662 923
Créances compromises	1 013 976 731	28 869 083	1 042 845 814	727 244 889	21 699 055	748 943 944
TOTAL	1 395 499 177	33 037 411	1 428 536 588	927 939 347	29 667 520	957 606 867

Tableau des immobilisations incorporelles et corporelles

	Valeur d'acquisition	Cumul amortissements/ provisions a la fin de l'exercice 1997	Dotation de l'exercice 1998	Cumul amortissements/ provisions a la fin de l'exercice 1998	Valeur nette
IMMOBILISATION					
Immobilisations incorporelles					
Droit au bail	27 497 117	-	-	-	27 497 117
Eléments du fonds de commerce	43 750 000	-	-	-	43 750 000
Immobilisations incorporelles autres que le fonds de commerce	7 403 171	3 189 852	740 317	3 930 169	3 473 002
Immobilisations corporelles					
Terrains	137 288 128	-	-	-	137 288 128
Immeubles	517 900 155	195 182 641	17 802 459	212 985 100	304 915 055
Agencements. Aménagements et Installations	93 903 208	36 565 510	9 217 660	45 783 170	48 120 038
Mobilier et Matériel de bureau	814 068 491	422 186 050	65 048 017	487 234 067	326 834 424
TOTAL	1 641 810 270	657 124 053	92 808 453	749 932 506	891 877 764

Tableau des plus ou moins values 1998

CESSIONS DES IMMOBILISATIONS A FIN DECEMBRE 1998

BIENS VENDUS	PRIX D'ACQUISITION	VALEUR RESIDUELLE	PRIX DE CESSION	PROFIT BRUT
TERRAINS FES MEDINA	30 000,00	30 000,00	-	
IMM. FES MEDINA	880 287,31	157 349,60	650 000,00	462 650,40
MOBILIER DIVERS	11 209,60	-	2 200,00	2 200,00
MOBILIER AGADIR	110 322,96	-	9 000,00	9 000,00
MOBILIER SIEGES	14 253,85	-	900,00	900,00
MATERIEL INFORMATIQUE	49 176,46	-	1 000,00	1 000,00
CESSION MATERIELS ROULANT	5 174 441,79	143 719,00	1 125 339,06	981 620,06
MAGASINS ET BUREAUX MEDIOUNA	4 761 800,00	4 761 800,00	6 838 000,00	2 076 200,00
BUREAUX IMMEUBLES MARATLASS	2 850 848,34	2 850 848,34	3 017 600,00	226 262,18
TOTAL A	13 882 340,31	7 943 716,94	11 644 039,06	3 759 832,64

CESSIONS DES TITRES DE PLACEMENT A FIN DECEMBRE 1998

BIENS VENDUS	PRIX D'ACQUISITION	VALEUR RESIDUELLE	PRIX DE CESSION	PROFIT BRUT
45000 ACTIONS MEDIA FINANCE	4 500 000,00	4 500 000,00	4 902 300,00	402 300,00
13000 ACTIONS ACRIDEVCO	1 300 000,00	1 300 000,00	1 496 520,00	196 520,00
720 ACTIONS BRASSERIES DU MAROC	1 612 800,00	1 612 800,00	2 155 674,00	542 874,00
4033 ACTIONS LAFARGE CIMENT	5 813 830,00	5 813 830,00	6 694 780,00	880 950,00
6 PARTS DE SICAV FCP CAP TRESORERIE	3 474 914,84	3 474 914,84	3 482 605,51	7 690,67
4480 ACTIONS O N A	3 864 560,00	3 864 560,00	4 972 800,00	1 108 240,00
200 ACTIONS B M C I	101 800,00	101 800,00	109 000,00	7 200,00
280 ACTIONS BRANOMA	330 400,00	330 400,00	506 800,00	176 400,00
872 ACTIONS CREDOR	782 184,00	782 184,00	889 440,00	107 256,00
7000 ACTIONS S N I IERE LIGNE	5 944 672,17	5 944 672,17	6 685 000,00	740 327,83
3520 ACTIONS O N A	3 036 440,00	3 036 440,00	4 136 000,00	1 099 560,00
2012 ACTIONS Wafa ASSURANCE	905 400,00	905 400,00	1 271 584,00	366 184,00
6500 ACTIONS B M C E	4 438 911,91	4 438 911,91	4 745 000,00	306 088,09
3832 ACTIONS SAMIR	1 479 213,55	1 479 213,55	1 551 960,00	72 746,45
475 ACTIONS PAPELERA	171 000,00	171 000,00	185 250,00	14 250,00
18074 ACTIONS B M C E	12 445 281,93	12 445 281,93	12 922 910,00	477 628,07
1323 ACTIONS C I O R	1 169 870,00	1 169 870,00	1 640 520,00	470 650,00
560 ACTIONS B M C I	280 072,00	280 072,00	348 320,00	68 248,00
9443 ACTIONS SONASID	4 992 180,00	4 992 180,00	5 220 870,00	228 690,00
76 ACTIONS CENTRALE LAITIERE	310 840,00	310 840,00	456 000,00	145 160,00
34650 ACTIONS C I H	9 805 950,00	9 805 950,00	10 169 800,00	363 850,00
10302 ACTIONS B C M	9 523 232,00	9 523 232,00	10 712 292,00	1 189 060,00
3000 ACTIONS O N A	3 255 000,00	3 255 000,00	3 480 000,00	225 000,00
100 PARTS DE DHS 10 000 FCP CAP TRESORERIE	1 101 011,88	1 101 011,88	1 141 396,34	40 384,46
361 PARTS DE SICAV FCP CAP TRESORERIE	208 951 191,92	208 951 191,92	209 661 998,78	710 806,86
9920 ACTIONS S N I	9 213 976,15	9 213 976,15	10 567 568,00	1 353 591,85
10000 PARTS DE DHS 100 FCP CAP REVENU	1 263 173,67	1 263 173,67	1 312 168,77	48 995,10
9995 ACTIONS DE DHS 1 000 SELECTION	11 007 231,75	11 007 231,75	11 797 290,90	790 059,15
2000 PARTS DE DHS 1 000 CAP OPPORTUNITE	4 338 560,00	4 338 560,00	4 213 883,00	
55995 PARTS DE DHS 1 000 CAP OPPORTUNITE	110 237 212,15	110 237 212,15	123 865 322,56	13 628 110,41
1000 PARTS DE DHS 1 000 FCP CAP AL MOUCHARAKA	1 603 974,42	1 603 974,42	1 543 285,17	
1000 PARTS DE DHS 1 000 FCP CAP AL MOUCHARAKA	1 381 487,13	1 381 487,13	1 603 974,42	222 487,29
10600 PARTS DE DHS 1 000 FCP PATRIMOINE OBLIGATION	12 721 325,75	12 721 325,75	13 394 716,85	673 391,10
4 PARTS DE DHS 250 000 FCP CAP INSTITUTION	1 000 000,00	1 000 000,00	1 039 078,76	39 078,76
600 PARTS DE DHS 1 000 FCP PATRIMOINE ACTIONS	1 104 600,00	1 104 600,00	1 324 860,00	220 260,00
10600 PARTS DE DHS 1 000 FCP PATRIMOINE REVENUS	12 187 393,92	12 187 393,92	14 055 150,24	1 867 756,32
79119 PARTS DE DHS 1 000 CAP REGULARITE	114 686 252,22	114 686 252,22	118 168 068,30	3 481 816,08
9995 ACTIONS DE DHS 1 000 CAP EQUILIBRE	11 673 614,70	11 673 614,70	12 623 763,60	950 148,90
170 PARTS FCP CAP TRESORERIE	98 549 528,51	98 549 528,51	98 659 086,97	109 558,46
10000 PARTS DE DHS 100 FCP CAP REVENU	1 312 168,77	1 312 168,77	1 325 067,48	12 898,71
2 PARTS DE DHS 10 000 FCP CAP TRESORERIE	1 141 396,34	1 141 396,34	1 177 213,78	35 817,44
102965 PARTS DE DHS 1 000 FCP PATRIMOINE OBLIGATION	13 394 716,85	13 394 716,85	13 843 644,25	448 927,40
6000 PARTS DE DHS 1 000 FCP PATRIMOINE ACTIONS	1 324 860,00	1 324 860,00	1 291 620,00	
103248 PARTS DE DHS 1 000 FCP PATRIMOINE MULTIVALEURS	14 055 150,24	14 055 150,24	14 308 107,84	252 957,60
4 PARTS DE DHS 250 000 FCP CAP INSTITUTION	1 039 078,76	1 039 078,76	1 077 653,20	38 574,44
TOTAL B	712 826 457,53	712 826 457,53	746 730 344,72	34 122 493,44

Comptes consolidés du Groupe WAFABANK

Bilans consolidés aux 31 décembre 1997 et 1998

(Exprimés en millions de dirhams)

ACTIF	Notes	1998	1997
Trésorerie et intermédiaires financiers			
- Caisses, Institut d'émission, Trésor Public et Comptes Courants Postaux	2.1	1 998,2	1 304,0
- Etablissements de crédit		346,6	688,2
- Bons du Trésor, valeurs reçues en pension ou achetées fermes	2.2	<u>4 378,3</u>	<u>3 847,3</u>
		6 723,1	5 839,5
Crédits à la clientèle	2.3	17 780,0	15 736,7
Comptes de régularisation, débiteurs divers et opérations sur titres	2.4	2 674,5	3 251,0
Titres de placement et de participation			
- Titres de placement	2.5	1 796,7	1 865,2
- Titres de participation	2.6	222,7	144,7
- Titres mis en équivalence	2.7	<u>122,7</u>	<u>120,7</u>
		2 142,1	2 130,6
Immobilisations nettes d'amortissements cumulés			
- Immobilisations nettes	2.8	947,2	936,9
- Ecarts d'acquisition nets	2.9	<u>3,1</u>	<u>4,7</u>
		950,3	941,6
Total Actif		<u>30 270,0</u>	<u>27 899,4</u>
PASSIF			
Trésorerie et Intermédiaires financiers			
- Trésor Public et Institut d'Emission		23,2	16,7
- Etablissements de crédit		<u>2 177,5</u>	<u>1 178,8</u>
		2 200,7	1 195,5
Valeurs données en pension ou vendues ferme		565,0	-
Comptes créditeurs de la clientèle	2.10	18 146,1	16 736,2
Exigible après encaissement		1 081,6	1 919,0
Comptes de régularisation, créditeurs divers et opérations sur titres	2.11	1 723,8	1 596,7
Titres de créances négociables	2.12	1 929,5	1 477,1
Autres emprunts et dettes de financement	2.13	623,9	1 174,2
Provisions	2.14	1 270,7	1 349,8
Capitaux propres			
- Capital		602,4	602,4
- Réserves consolidées (part du Groupe)		1 666,4	1 434,6
- Résultat net de l'exercice (part du Groupe)		<u>346,2</u>	<u>321,1</u>
- Capitaux propres du Groupe	2.15	2 615,0	2 358,1
- Intérêts minoritaires	2.16	<u>113,7</u>	<u>92,8</u>
Total Passif		<u>30 270,0</u>	<u>27 899,4</u>

Les notes 1 à 3 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Comptes de résultat consolidés aux 31 décembre 1997 et 1998

(Exprimés en millions de dirhams)

	<u>Notes</u>	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Produits d'exploitation bancaire	2.18	2 637,8	2 546,4
Produits accessoires		179,0	130,5
Charges d'exploitation bancaire		(947,0)	(1 028,6)
Produit net bancaire		<u>1 869,8</u>	<u>1 648,3</u>
Autres charges d'exploitation	2.19	(828,3)	(764,6)
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		(21,0)	(8,3)
Dotations aux amortissements		(134,2)	(121,8)
Dotations aux provisions pour créances en souffrance		(341,0)	(316,1)
Résultat d'exploitation		<u>545,3</u>	<u>437,5</u>
Pertes exceptionnelles et sur exercices antérieurs		(61,0)	(21,8)
Reprises de provisions devenues disponibles		147,0	147,3
Récupération de créances amorties		0,5	5,4
Dotations aux provisions hors exploitation		(9,6)	(25,2)
Bénéfice avant impôt		<u>622,2</u>	<u>543,2</u>
Impôts sur les bénéfices	2.20	(251,9)	(198,7)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	2.7	8,6	6,0
Dotations aux amts des écarts d'acquisition	2.9	(1,6)	(2,0)
Bénéfice net consolidé		<u>377,3</u>	<u>348,5</u>
Part du Groupe	2.15	346,2	321,1
Intérêts minoritaires	2.16	<u>31,1</u>	<u>27,4</u>
		<u>377,3</u>	<u>348,5</u>

Engagements hors bilan aux 31 décembre 1997 et 1998

(Exprimés en millions de dirhams)

	<u>Notes</u>	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Engagements donnés			
- En faveur de la clientèle	2.17	5 467,7	7 370,9
- En faveur d'intermédiaires financiers		1 769,2	1 303,7
Engagements reçus			855,0
- De la clientèle			3 310,2
- D'intermédiaires financiers		2 165,6	
Engagements de change au comptant			244,0
- Devises achetées à recevoir		412,7	220,3
- Devises achetées à livrer		398,5	
Engagements de change à terme			18,5
- Devises achetées à livrer		163,4	

Les notes 1 à 3 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes relatives aux états financiers consolidés de l'exercice 1998

EXERCICE 1998

1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 1998 des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés. Ces comptes ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

1.1 Principes de consolidation

(a) Périmètre de consolidation

Sont intégrées globalement les banques, établissements et holdings à caractère financier contrôlés au moins à 50% par le Groupe, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés déjà intégrées globalement.

Sont mises en équivalence les banques, établissements et holdings financiers dans lesquels le Groupe détient une participation comprise entre 20% et 50%, à condition que celle-ci lui assure une influence réelle et durable sur la gestion.

Les entreprises à caractère non financier sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sans tenir compte du type de dépendance.

Les entreprises dont la consolidation ne présente pas de caractère significatif sont exclues du champ de consolidation.

(b) Date de clôture des exercices

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes le 31 décembre.

c) *Écarts d'acquisition*

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participation, après comptabilisation des éventuelles plus ou moins values latentes sur actifs identifiables.

Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique " écarts d'acquisition " et amortis sur la durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées. Dans les cas exceptionnels où ils sont dégagés dans le cadre d'une fusion, ils sont imputés sur les capitaux propres.

S'ils sont négatifs, ils sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique " Provision sur écarts d'acquisition " dans le poste " Comptes de régularisation " et repris en résultat sur une durée n'excédant pas dix ans.

Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

(d) *Retraitements et opérations réciproques*

Lorsque l'impact est significatif, les comptes sociaux des sociétés consolidées font l'objet de retraitements pour les mettre en conformité avec les principes comptables décrits ci-après.

Après cumul des bilans et comptes de résultat, les soldes réciproques significatifs, ainsi que les pertes et profits résultant d'opérations entre sociétés du Groupe, sont éliminés.

1.2 **Principes comptables et méthodes d'évaluation**

(a) *Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des succursales étrangères*

Les comptes des succursales étrangères sont convertis en utilisant la méthode du cours de clôture. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits dans les capitaux propres.

(b) *Immobilisations*

- Immobilisations en non-valeurs

Elles sont constituées essentiellement des frais préliminaires et des charges à répartir sur plusieurs exercices et sont amorties intégralement dès la première année.

- Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement les droits au bail et les brevets et marques. Elles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. Pour les filiales utilisant le mode dégressif, la différence d'amortissement résultant de l'application de cette méthode par rapport à celle du linéaire est retraitée en consolidation.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

(c) *Titres de participation*

Sont considérés comme titres de participation, tous les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise. Cette rubrique comprend aussi les prêts participatifs et les créances rattachées à des participations.

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

(d) *Titres de placement*

Les titres de placement sont des investissements financiers acquis pour procurer un rendement financier. Ce sont essentiellement des fonds d'Etat et des obligations garanties par l'Etat. Ils sont enregistrés au prix d'acquisition hors intérêts courus non échus à cette date.

(e) *Crédits à la clientèle*

Conformément à la réglementation bancaire marocaine, les crédits à la clientèle sont classés selon la durée initiale en :

- crédits à court terme : durée initiale inférieure ou égale à deux ans ;
- crédits à moyen terme : durée initiale comprise entre deux et sept ans ;
- crédits à long terme : durée initiale supérieure à sept ans.

Les intérêts courus et non échus sont pris en compte dans le compte de résultat. Cependant, dès que le recouvrement d'une créance devient douteux, les intérêts sont comptabilisés en produits lors de leur encaissement.

(f) *Opérations de crédit-bail*

Les opérations de crédit-bail réalisées par Wafabail sont portées à l'actif du bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière. La réserve latente est inscrite parmi les réserves consolidées pour son montant net d'impositions différées.

(g) *Provisions d'exploitation*

Des provisions sont constituées pour couvrir les pertes probables pouvant résulter, soit du non-recouvrement total ou partiel de créances en souffrance, soit de la mise en jeu d'engagements hors-bilan. Ces provisions sont évaluées conformément aux règles de Bank Al Maghrib relatives à la couverture par des provisions des créances en souffrance et inscrites au passif du bilan.

Les autres provisions destinées à couvrir des risques déterminés sont également classées au passif du bilan.

(h) *Provisions réglementées*

Ces provisions, nettes de l'effet fiscal, sont éliminées en consolidation.

(i) *Charge d'impôt sur le résultat*

La charge d'impôt comprend :

- l'impôt courant de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôt effectivement utilisés en règlement de l'impôt ;
- l'impôt différé résultant des décalages temporaires d'imposition ou de déductions existant dans les comptes sociaux ou dus à des retraitements de consolidation. L'impôt différé est déterminé suivant la méthode du report variable sur la totalité des décalages temporaires. Les actifs d'impôt différé ne sont constatés que si leur probabilité de réalisation est jugée élevée.

En 1998, le taux normal de l'impôt sur les sociétés sur le résultat réalisé au Maroc est de 39,6% pour les banques et établissements financiers, et de 35% pour les autres sociétés.

2. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

2.1 Caisses, Institut d'émission, Trésor Public et Comptes Courants Postaux (exprimés en millions de dirhams)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Valeurs en caisse	345,9	334,6
Bank Al Maghrib et Comptes Courants Postaux (a)	<u>1 652,3</u>	<u>969,4</u>
	<u>1 998,2</u>	<u>1 304,0</u>

- (a) Selon les dispositions de la circulaire du 10 septembre 1996, la moyenne arithmétique des soldes quotidiens des comptes ordinaires des banques tenus à Bank Al Maghrib doit être égale au moins à 10% de leurs exigibilités telles que définies par l'Institut d'émission. Ces dépôts ne sont pas rémunérés.

2.2 Bons du Trésor (exprimés en millions de dirhams)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Admis dans le plancher d'effets publics	3,0	414,2
Non admis dans le plancher d'effets publics (a)	<u>4 375,3</u>	<u>3 433,1</u>
	<u>4 378,3</u>	<u>3 847,3</u>

- (a) Les bons non admis dans le plancher d'effets publics, souscrits en 1992, 1995, 1996 et 1997 sont rémunérés à des taux variant de 7% à 10,5% l'an. Ils s'analysent comme suit :
(exprimés en millions de dirhams)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Bons du Trésor à 5 ans	1 886,6	1 044,8
Bons du Trésor à 7 ans	535,6	823,7
Bons du Trésor à 10 ans	1 386,1	950,2
Autres bons du Trésor	<u>567,0</u>	<u>614,4</u>
	<u>4 375,3</u>	<u>3 433,1</u>

2.3 Crédits à la clientèle
(exprimés en millions de dirhams)

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Crédits et créances à court terme		11 231,5	9 790,6
Crédits à moyen et long terme	(a)	<u>4 389,4</u>	<u>3 784,7</u>
Total des crédits à court, moyen et long terme		15 620,9	13 575,3
Créances non classées		486,0	594,2
Créances douteuses et contentieuses		<u>1 673,1</u>	<u>1 567,2</u>
Total des crédits à la clientèle		<u>17 780,0</u>	<u>15 736,7</u>

(a) Les crédits à moyen et long terme comprennent l'encours des opérations de crédit-bail effectuées par Wafabail pour DH 724,4 millions (1997 : DH 770,4 millions), selon les principes décrits à la note 1.2 (f).

2.4 Comptes de régularisation, débiteurs divers et opérations sur titres
(exprimés en millions de dirhams)

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Chèques et effets à l'encaissement		1 696,9	2 347,9
Opérations sur titres		81,0	4,3
Débiteurs divers		173,5	168,1
Comptes de régularisation	(a)	434,9	413,8
Autres comptes de régularisation et de liaison		207,0	236,2
Actionnaires		68,4	72,8
Impôts différés actif	1.2 (i)	<u>12,8</u>	<u>7,9</u>
		<u>2 674,5</u>	<u>3 251,0</u>

(a) Les comptes de régularisation comprennent essentiellement des agios à recevoir sur crédits amortissables, et des intérêts à recevoir sur Bons du Trésor.

2.5 Titres de placement
(exprimés en millions de dirhams)

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Fonds d'Etat	(a)	278,0	711,4
Autres bons et obligations	(b)	573,5	412,4
Titres de créances négociables	(c)	519,3	484,2
Autres titres de placement	(d)	<u>425,9</u>	<u>257,2</u>
		<u>1 796,7</u>	<u>1 865,2</u>

(a) Les fonds d'Etat s'analysent comme suit :
(exprimés en millions de dirhams)

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Emprunts nationaux	(a1)	278,0	395,3
Bons du trésor à 10 ans jeunes promoteurs	(a2)	-	189,3
Autres bons du trésor	(a2)	<u>-</u>	<u>126,8</u>
		<u>278,0</u>	<u>711,4</u>

(a1) Les emprunts d'Etat ont été acquis par Wafabank sur le marché secondaire et sont rémunérés à des taux compris entre 10% et 11,5%.

(a2) Les bons du Trésor à 10 ans jeunes promoteurs et les autres bons du Trésor qui étaient classés en 1997 parmi les titres de placement ont été reclassés en 1998 dans la rubrique des bons du Trésor (note 2.2 ci-dessus).

(b) Les autres bons s'analysent comme suit :
(exprimés en millions de dirhams)

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Bons C.N.C.A. à un an	(b1)	223,0	195,3
Bons C.I.H.	(b2)	247,2	167,9
Autres		<u>103,3</u>	<u>49,2</u>
		<u>573,5</u>	<u>412,4</u>

(b1) Les banques marocaines sont tenues de souscrire un montant en bons de caisse C.N.C.A. à un an égal à 2% de leurs exigibilités à l'exclusion des bons et comptes à terme et des dépôts en dirhams convertibles à vue et à terme. Ces bons portent intérêt au taux de 4,25% l'an payable à l'échéance.

(b2) Les bons C.I.H. ont été souscrits librement et portent intérêt aux taux de 9% et 11% l'an. Ils sont remboursables entre 1999 et 2009.

(c) Les titres de créances négociables se détaillent comme suit :
(exprimés en millions de dirhams)

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Certificats de dépôts à 7 ans	(c1)	425,4	463,8
Bons de caisse (hors groupe)		55,6	15,2
Bons de Sociétés de Financement (hors groupe)		<u>38,3</u>	<u>5,2</u>
		<u>519,3</u>	<u>484,2</u>

(c1) Les certificats de dépôts ont été intégralement émis en 1996 et portent intérêt aux taux de 8%. Ils sont remboursables en 2003.

(d) Les autres titres de placement comprennent essentiellement des parts dans des SICAV et des Fonds Communs de Placement, ainsi que des actions de sociétés cotées.

2.6 Titres de participation
(exprimés en millions de dirhams)

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Valeur brute des participations non consolidées		241,2	152,9
Provision pour dépréciation des titres non consolidés		(22,6)	(13,9)
	(a)	218,6	139,0
Avances en comptes-courants d'associés		<u>4,1</u>	<u>5,7</u>
		<u>222,7</u>	<u>144,7</u>

(a) Les titres de participation figurant au bilan concernent des sociétés exclues du périmètre de consolidation selon les principes indiqués ci-dessus (note 1). La valeur nette de ces titres aux 31 décembre 1998 et 1997 se détaillent comme suit :
(exprimés en millions de dirhams)

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Détenus par Wafa Investissement	(a1)	118,5	114,7
Détenus par Wafabank	(a2)	85,8	22,9
Détenus par les autres filiales intégrées globalement		<u>14,3</u>	<u>1,4</u>
		<u>218,6</u>	<u>139,0</u>

(a1) Les titres détenus par Wafa Investissement comprennent essentiellement des actions des sociétés Finaboid, Caulliez Maroc (ex Cofitex) et Cellulose du Maroc pour respectivement DH 70,1 millions, DH 26,6 millions et DH 17,7 millions.

(a2) Les titres détenus par Wafabank comprennent essentiellement des actions des sociétés BIAT, CMKD et Agena Maghreb pour respectivement DH 66.1 millions, DH 9 millions et DH 8,2 millions.

2.7 Titres mis en équivalence
(exprimés en millions de dirhams)

	1998		1997	
	Valeur des titres	Quote-part du résultat	Valeur des titres	Quote-part du résultat
Wafa Foncière	47,3	1,9	45,4	(0,1)
Finatel	38,5	0,0	38,6	0,4
Wafa Systèmes Finance	12,1	1,1	14,3	3,5
Wafa Trade	12,3	4,5	7,8	(0,4)
Wafa Systèmes Consulting	6,1	0,1	5,9	0,5
Wafa Systèmes Data	2,6	0,5	5,6	2,4
Wafacom	2,9	0,4	2,5	0,0
Sifap	<u>0,9</u>	<u>0,1</u>	<u>0,6</u>	<u>(0,3)</u>
	<u>122,7</u>	<u>8,6</u>	<u>120,7</u>	<u>6,0</u>

2.8 Immobilisations
(exprimées en millions de dirhams)

	1998	1997
Valeur brute	1 749,7	1 631,3
Amortissement	(802,5)	(694,4)
Valeur nette	<u>947,2</u>	<u>936,9</u>

2.9 Ecarts d'acquisition

(a) Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :
(exprimés en millions de dirhams)

	1998	1997
Valeur nette au 1er janvier	4,7	1,3
Ecart d'acquisition de l'exercice	-	5,4
Dotations aux amortissements	(1,6)	(2,0)
Valeur nette au 31 décembre	<u>3,1</u>	<u>4,7</u>

(b) Les écarts d'acquisition se détaillent comme suit :
(exprimés en millions de dirhams)

	1998			1997
	Valeur brute	Amos cumulés	Valeur nette	Valeur nette
Wafa Immobilier	5,1	(2,0)	3,1	4,1
Sifap	3,2	(3,2)	-	0,6
Diners Club Maroc	<u>0,4</u>	<u>(0,4)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>8,7</u>	<u>(5,6)</u>	<u>3,1</u>	<u>4,7</u>

2.10	Comptes créditeurs de la clientèle (exprimés en millions de dirhams)		
		<u>1998</u>	<u>1997</u>
	Comptes de chèques	5 701,3	4 824,2
	Comptes courants	3 040,4	3 454,0
	Comptes sur carnet	2 270,1	1 994,9
	Comptes à terme	5 220,1	4 476,8
	Bons à échéance fixe	1 365,3	1 513,8
	Autres comptes créditeurs de la clientèle	<u>548,9</u>	<u>472,5</u>
		<u>18 146,1</u>	<u>16 736,2</u>
2.11	Comptes de régularisation, créditeurs divers et opérations sur titres (exprimés en millions de dirhams)		
		<u>1998</u>	<u>1997</u>
	Opérations sur titres	-	14,3
	Créditeurs divers	377,3	610,6
	Produits constatés d'avance et charges à payer	718,1	479,6
	Autres comptes d'ordre et de liaison	<u>628,4</u>	<u>492,2</u>
		<u>1 723,8</u>	<u>1 596,7</u>
2.12	Titres de créances négociables (exprimés en millions de dirhams)		
		<u>1998</u>	<u>1997</u>
	Certificats de dépôts	990,8	990,7
	Bons de Sociétés de Financement (a)	<u>938,7</u>	<u>486,4</u>
		<u>1 929,5</u>	<u>1 477,1</u>
(a)	Il s'agit des Bons de Sociétés de Financement souscrits par des tiers hors groupe et émis par Wafasalaf et Wafabail pour respectivement DH 749,0 millions et DH 189,8 millions.		
2.13	Autres emprunts et dettes de financement (exprimés en millions de dirhams)		
		<u>1998</u>	<u>1997</u>
	Wafasalaf	333,1	504,7
	Wafabail	137,5	274,6
	Wafa Investissement	-	211,5
	Wafa Immobilier	<u>153,3</u>	<u>183,4</u>
		<u>623,9</u>	<u>1 174,2</u>
2.14	Provisions (exprimés en millions de dirhams)		
		<u>1998</u>	<u>1997</u>
	Provisions pour dépréciation des créances en souffrance	1 196,6	1 256,2
	Provisions pour impôts différés (a)	32,7	65,6
	Autres provisions	<u>41,4</u>	<u>28,0</u>
		<u>1 270,7</u>	<u>1 349,8</u>

(a)	La provision pour impôts différés se détaille comme suit (exprimés en millions de dirhams)	<u>1998</u>	<u>1997</u>
	Wafabank	25,3	58,3
	Wafabail	5,1	5,1
	Wafasalaf	<u>2,3</u>	<u>2,2</u>
		<u>32,7</u>	<u>65,6</u>
2.15	Variation des capitaux propres consolidés - part Groupe (exprimés en millions de dirhams)		<u>1998</u>
	Capitaux propres consolidés en début d'exercice - part Groupe		2 358,1
	Dividendes versés		(90,4)
	Résultat consolidé de l'exercice - part Groupe		346,2
	Variation de l'écart de conversion		<u>1,1</u>
	Capitaux propres consolidés en fin d'exercice - part Groupe		<u>2 615,0</u>
2.16	Intérêts minoritaires (exprimés en millions de dirhams)		<u>1998</u>
	Intérêts minoritaires en début d'exercice		92,8
	Dividendes versés		(10,2)
	Intérêts minoritaires dans le résultat de l'exercice		<u>31,1</u>
	Intérêts minoritaires en fin d'exercice		<u>113,7</u>
2.17	Engagements hors bilan		
	Wafabank a procédé à la régularisation de la quasi-totalité des dossiers d'Admission Temporaire faisant l'objet de la convention GPBM/Administration des Douanes. La Direction Générale considère que les provisions constituées au 31 décembre 1998 au titre de ces dossiers sont suffisantes pour couvrir le risque de non-recouvrement, auprès des clients défaillants, des sommes réclamées à Wafabank en sa qualité de caution.		
2.18	Produits d'exploitation bancaire (exprimés en millions de dirhams)	<u>1998</u>	<u>1997</u>
	Wafabank	2 085,9	2 029,2
	Wafasalaf	369,4	308,8
	Wafabail	135,0	140,7
	Wafa Immobilier	47,5	40,3
	Autres	-	<u>27,4</u>
		<u>2 637,8</u>	<u>2 546,4</u>
2.19	Autres charges d'exploitation (exprimées en millions de dirhams)	<u>1998</u>	<u>1997</u>
	Charges de personnel	464,2	443,8
	Impôts et taxes	19,5	14,5
	Autres charges d'exploitation	<u>344,6</u>	<u>306,3</u>
		<u>828,3</u>	<u>764,6</u>

2.20 **Impôts sur les bénéfices**
(exprimés en millions de dirhams)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Impôts courants	(254,4)	(203,4)
Impôts différés (produits)	<u>2,5</u>	<u>4,7</u>
	<u>(251,9)</u>	<u>(198,7)</u>

3. **PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

	<u>Pourcentages</u>	
	<u>d'intérêt</u>	<u>de contrôle</u>
<u>Sociétés en intégration globale</u>		
Wafabank	100,00	100,00
Wafabail	92,93	92,93
Wafa Investissement	99,72	99,72
Wafa Patrimoine	66,00	66,00
Wafa Trust	66,00	66,00
Wafa Immobilier	100,00	100,00
Wafa Monétique	100,00	100,00
Wafa Bourse	66,00	66,00
Wafasalaf	66,00	66,00
Wafa Gestion	65,00	65,00
Diners Club Maroc	100,00	100,00
<u>Sociétés mises en équivalence</u>		
Wafacom	91,28	93,33
Wafa Systèmes Finance	100,00	100,00
Wafa Trade	100,00	100,00
Wafa Foncière	100,00	100,00
Wafa Systèmes Data	100,00	100,00
Wafa Systèmes Consulting	100,00	100,00
Finatel	96,59	96,67
Sifap	67,26	67,45

Comptes sociaux provisoires de Wafabank au 30/06/98 et au 30/06/99

Bilan

ACTIF			
LIBELLE	AU 30/06/99	AU 30/06/98	%
Valeurs en caisse.....	333 611 351	312 118 786	6,9%
Bank Al-Maghrib. Trésor Public. Service des chèques postaux.....	1 579 892 622	2 145 216 518	-26,4%
Banques inscrites et assimilées.....	44 637 639	13 082 802	241,2%
Organismes financiers spécialisés.....	326 576 575	193 513 947	68,8%
Intermédiaires financiers à l'étranger.....			
Refinancement d'intermédiaires financiers.			
Bons du Trésor.....	3 754 398 217	3 698 190 859	1,5%
Crédits à la clientèle à court terme.....	9 020 263 240	7 637 294 138	18,1%
Crédits à la clientèle à moyen et long terme	3 831 208 343	3 469 639 264	10,4%
Crédits à la clientèle : créances non classées.	553 214 086	605 274 255	-8,6%
Créances en souffrance	1 300 569 585	1 432 597 672	-9,2%
Valeurs à l'encaissement.....	1 617 232 626	1 644 116 307	-1,6%
Opérations sur titres.....	6 064 745	5 248 492	15,6%
Débiteurs divers.....	967 165 120	146 621 602	559,6%
Comptes de régularisation.....	517 395 636	463 094 769	11,7%
Comptes d'ordre et comptes de liaison.....	260 971 237	363 001 258	-28,1%
Titres de placement.....	1 985 511 613	1 419 918 053	39,8%
Titres de participation & emplois assimilés.....	1 307 234 055	908 475 186	43,9%
Immobilisations nettes.....	888 778 125	891 850 004	-0,3%
Frais d'établissement nets.....	12 119 380	7 998 230	51,5%
Actionnaires.....			
Report à nouveau.....			
Pertes de l'exercice.....			
TOTAL ACTIF.....	28 306 844 195	25 357 252 142	11,7%

P A S S I F			
LIBELLE	AU 30/06/99	AU 30/06/98	%
BanK AL-Maghrib - Avances Trésor Public.			
Accord Prêts BIRD.....	20 103 235	18 087 265	11,1%
Banques inscrites et assimilées.....	724 502 537	29 041 201	2394,7%
Organismes financiers spécialisés.....			
Intermédiaires financiers à l'étranger.....	632 261 129	654 526 751	-3,4%
Valeurs remises au réescompte et en pension	438 000 000	346 000 000	26,6%
Comptes de chèques.....	6 327 539 637	5 308 203 046	19,2%
Comptes courants.....	2 685 666 689	2 984 426 233	-10,0%
Comptes sur carnets.....	2 396 851 061	2 057 032 587	16,5%
Comptes à terme.....	5 253 329 990	4 699 849 603	11,8%
Autres comptes créditeurs de la clientèle.....	546 007 362	790 807 617	-31,0%
Bons à échéance Fixe.....	1 484 316 909	1 232 974 085	20,4%
Certificats de dépôt.....	990 750 000	990 750 000	-
Exigibles après encaissement.....	1 223 811 301	1 282 481 778	-4,6%
Opérations sur titres et versements à effectuer sur titres non libérés.....			
Créditeurs divers.....	1 184 486 774	258 516 109	358,2%
Comptes de régularisation.....	434 006 618	458 198 994	-5,3%
Comptes d'ordre et comptes de liaison.....	302 388 014	622 395 202	-51,4%
Emprunts obligataires et assimilés.....			
Provisions.....	1 091 399 024	1 264 575 559	-13,7%
Réserves.....	1 731 116 698	1 543 116 698	12,2%
Capital.....	602 430 000	602 430 000	-
Report à nouveau.....	96304707	83045649	16,0%
Bénéfices de l'exercice.....	141 572 510	130 793 765	8,2%
TOTAL PASSIF.....	28 306 844 195	25 357 252 142	11,6%

Hors bilan

LIBELLE	Au 30/06/99	Au 30/06/98	%
Acceptations données en faveur de la clientèle.....	252 169 018	396 311 436	-36,4%
Autres engagements par signature en faveur de la clientèle.....	5 317 069 384	5 142 782 530	3,4%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers.....	1 291 980 332	1 775 431 762	-27,2%
Engagements par signature reçus d'intermédiaires financiers.....	2 065 333 548	2 329 727 933	-11,3%
Crédits ouverts à la clientèle confirmés.....	512 147 000	949 163 000	-46,0%
Valeurs données en garantie.....	62 040 000	65 700 000	-5,6%
Engagements de change au comptant.....	459 547 223	827 785 416	-44,5%
Engagements de change à terme.....	377 445 150	192 065 655	96,5%

Comptes de produits et charges

LIBELLE DEBIT	AU 30/06/99	AU 30/06/98	%
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	398 346 703	428 433 503	-7,0%
CHARGES DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DES OPERATIONS AVEC LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	45 432 231	30 833 633	47,3%
Interêts servis sur comptes de Bank Al-Maghrib, du Tresor Public et du Service des cheques postaux	284 862	781 736	-63,6%
Interêts servis sur comptes d'autres intermediaires financiers	27 874 581	21 903 079	27,3%
Interêts servis sur valeurs données au reescompte	17 194 721	8 036 001	114,0%
Interêts servis sur valeurs données en pension			
Commissions servies sur opérations de tresorerie et sur opérations avec les intermediaires financiers	78 067	112 817	-30,8%
CHARGES SUR COMPTES ET BONS DE LA CLIENTELE	333 046 555	350 110 795	-4,9%
Interêts servis sur comptes de chèques	5 461 285	4 214 191	29,6%
Interêts servis sur comptes courants	6 809 064	9 321 757	-27,0%
Interêts servis sur comptes sur carnets	64 296 243	57 238 302	12,3%
Interêts servis sur comptes a terme et bons a echeance fixe	256 479 963	279 336 545	-8,2%
AUTRES CHARGES SUR OPERATIONS BANCAIRES	19 867 917	47 489 075	-58,2%
Charges des opérations sur titres de placement	1 327 348	963 605	37,7%
Charges des opérations de change	4 709 844	33 751 458	-86,0%
Charges sur engagements par signature			
Interêts servis sur emprunts obligataires et emplois assimilés			
Moins-values sur comptes d'or et de titres de placement			
Charges sur opérations diverses	13 830 725	12 774 012	8,3%
FRAIS GENERAUX	316 080 000	313 670 652	0,8%
CHARGES DE PERSONNEL	197 993 045	204 856 047	-3,4%
Salaires et appointements, gratifications primes et indemnités	155 726 060	145 906 447	6,7%
Charges patronales assurances sociales et caisses de retraites	29 026 253	28 279 797	2,6%
Charges de formation	5 534 655	5 280 095	4,8%
Autres charges de personnel	7 706 077	25 389 708	-69,6%
IMPOTS ET TAXES	8 382 857	7 016 875	19,5%
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	109 704 098	101 797 730	7,8%
Loyers et charges locatives	7 531 370	7 288 780	3,3%
Entretien, réparations et autres travaux fournitures et services extérieurs	49 117 581	47 952 671	2,4%
Transports et déplacements	3 548 219	3 247 515	9,3%
Frais de publicité	11 875 081	7 068 493	68,0%
Autres frais divers de gestion	37 631 847	36 240 271	3,8%
CREANCES IRRECUPERABLES NON COUVERTES PAR LES PROVISIONS	8 000 000	5 535 151	44,5%
Dotations aux amortissements	58 314 904	53 340 000	9,3%
Dotations aux provisions	109 500 000	119 873 500	-8,7%
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	14 096		
TOTAL du debit	890 255 703	920 852 806	-3,3%
BALANCE (solde beneficiaire)	173 748 843	155 343 306	11,8%
TOTAL GENERAL	1 064 004 546	1 076 196 112	-1,1%

LIBELLE CREDIT	AU 30/06/99	AU 30/06/98	%
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE.....	1 040 236 626	1 055 588 481	-1,5%
PRODUITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DES OPERATIONS AVEC LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS.....	178 803 790	162 269 545	10,2%
Intérêts perçus sur comptes de Bank Al-Maghrib, du Trésor public et du Service des chèques postaux			
Intérêts perçus sur comptes d'autres intermédiaires financiers.....	18 923 068	25 000 292	-24,3%
Intérêts perçus sur effets reçus au réescompte.....			
Intérêts perçus sur effets et bons du Trésor reçus en penion.....			
Intérêts perçus sur bons du Trésor.....	159 502 184	136 850 384	16,6%
Commissions perçues sur opérations de trésorerie et sur opérations avec les intermédiaires financiers	378 538	418 869	-9,6%
INTERETS PERCUS SUR CREDIT A LA CLIENTELE.....	638 829 474	596 447 157	7,1%
Intérêts perçus sur comptes débiteurs.....	278 601 951	254 392 098	9,5%
Intérêts perçus sur crédits de trésorerie.....	105 918 698	114 589 897	-7,6%
Intérêts perçus sur autres crédits à court terme.....	47 342 662	43 517 532	8,8%
Intérêts perçus sur crédits à moyen terme.....	168 141 117	144 771 965	16,1%
Intérêts perçus sur crédits à long terme.....	32 100 000	37 450 117	-14,3%
Intérêts perçus sur créances douteuses et contentieuses	6 616 194	1 712 337	286,4%
Intérêts divers.....	108 852	13 211	723,9%
AUTRES PRODUITS SUR OPERATIONS BANCAIRES.....	222 603 362	296 871 779	-25,0%
Commissions de tenue de comptes.....	10 394 674	5 366 673	93,7%
Commissions sur opérations de portefeuille Maroc et étranger.....	7 924 203	4 446 301	78,2%
Produits des opérations sur titres et or.....	8 805 250	8 335 925	5,6%
Produits des opérations de change et de transfert..	41 098 955	66 804 823	-38,5%
Commissions d'engagements.....	26 132 464	34 176 920	-23,5%
Produits des opérations de caisse.....	1 855 587	815 771	127,5%
Produits des opérations diverses.....	229 410	326 989	-29,8%
Produits du portefeuille titres et de l'or.....	118 939 021	170 160 416	-30,1%
Produits et commissions divers.....	7 223 798	6 437 961	12,2%
PRODUITS ACCESSOIRES.....	23 767 920	20 607 631	15,3%
TOTAL du crédit.....	1 064 004 546	1 076 196 112	-1,1%
BALANCE (solde déficitaire)			
TOTAL GENERAL.....	1 064 004 546	1 076 196 112	-1,1%

Compte de pertes et profits

LIBELLE	AU 30/06/99	AU 30/06/98	%	LIBELLE	AU 30/06/99	AU 30/06/98	%
Perte d'exploitation générale				Bénéfice d'exploitation générale	173 748 843	155 343 306	11,8%
Dotations aux provisions "hors exploitation"	4 916 191	4 461 191	10,2%	Récupérations de créances amorties	772 656	3 593 889	-78,5%
Créances irrécupérables couvertes par des provisions	79 393 277	64 909 207	22,3%	Reprises de provisions utilisées	79 393 277	64 909 207	22,3%
Charges et pertes exceptionnelles	1 169 086	2 258 786	-48,2%	Reprises de provisions devenues disponibles	57 662 116	45 773 610	26,0%
Charges et pertes sur exercices antérieurs	19 045 349	12 753 332	49,3%	Produits exceptionnels de l'exercice	249 915	51 832	382,2%
Moins - values sur réalisations de titres de participation, de filiales et d'immobilisations	18 600			Produits sur exercices antérieurs	8 476 603	2 544 529	233,1%
IMPOTS SUR LES SOCIETES	74 330 452	57 121 092	30,1%	Plus - values sur réalisations de titres de participation, de filiales et d'immobilisations	142 055	81 000	75,4%
TOTAL DU DEBIT	178 872 055	141 503 608	26,4%	TOTAL DU CREDIT	320 445 465	272 297 373	17,7%
PROFITS DE L'EXERCICE.	141 572 510	130 793 765	8,2%	PERTES DE L'EXERCICE...			
TOTAL GENERAL.	320 445 465	272 297 373	17,7%	TOTAL GENERAL	320 445 465	272 297 373	17,7%